

COMMISSIE VOOR DE FINANCIËN EN DE BEGROTING

van

WOENSDAG 25 FEBRUARI 2015

Namiddag

COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET

du

MERCREDI 25 FEVRIER 2015

Après-midi

De behandeling van de vragen en interpellaties vangt aan om 15.38 uur. De vergadering wordt voorgezeten door de heer Eric Van Rompuy.

Le développement des questions et interpellations commence à 15.38 heures. La réunion est présidée par M. Eric Van Rompuy.

01 Question de Mme Vanessa Matz au vice-premier ministre et ministre de la Sécurité et de l'Intérieur, chargé des Grandes Villes et de la Régie des Bâtiments, sur "la répartition entre l'État fédéral et les entités fédérées des charges relevant des pouvoirs locaux" (n° 1788)

01 Vraag van mevrouw Vanessa Matz aan de vice-eersteminister en minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met Grote Steden en de Regie der Gebouwen, over "de verdeling tussen de federale Staat en de deelgebieden van de uitgaven van de lokale overheden" (nr. 1788)

01.01 **Vanessa Matz** (cdH): Monsieur le président, monsieur le ministre, cette question avait initialement été orientée vers le ministre de l'Intérieur. Je prie donc le ministre des Finances de bien vouloir m'excuser de la lui poser s'il devait déjà y avoir répondu au sein de cette commission car elle est relativement ancienne.

Les ministres-présidents flamand et de la Fédération Wallonie-Bruxelles, Geert Bourgeois et Rudy Demotte, ont demandé à l'État fédéral d'apporter rapidement toute la clarté sur la partie des dépenses des pouvoirs locaux qu'il prendra à sa charge dans le cadre du débat sur le déficit public.

Lors de la précédente législature, la Banque nationale a été chargée de remettre un rapport sur la juste répartition entre l'État fédéral et les entités fédérées d'une partie des charges relevant des pouvoirs locaux. Ce rapport est toujours attendu.

Or, les communes prennent en charge de nombreuses dépenses qui relèvent en partie de l'État fédéral, telles que les missions de police, les services d'incendie, certaines pensions. Inutile également de rappeler toutes les mesures en matière de sécurité, notamment dans le cadre de la lutte contre le radicalisme et le terrorisme, pour lesquelles les communes sont sollicitées.

Les pouvoirs locaux n'ont de cesse de pointer leurs difficultés budgétaires. Nos communes sont au bord de l'asphyxie. L'État fédéral se doit de prendre sa part de responsabilité.

Monsieur le ministre, dans quel délai le rapport de la Banque nationale sera-t-il disponible?

Comment la prise en charge des dépenses des pouvoirs locaux est-elle répartie entre l'État fédéral et les entités fédérées?

Dans quelle mesure ce montant sera-t-il imputé sur le budget fédéral?

Où trouverez-vous cette somme, qui s'accroît quotidiennement? Votre collègue, le ministre Jambon, a eu l'occasion de répondre qu'il demanderait des moyens complémentaires lors de l'ajustement. Qu'en est-il?

01.02 **Johan Van Overtveldt**, ministre: Monsieur le président, madame Matz, bien qu'initialement l'intention était que la Banque nationale de Belgique prépare un rapport analysant les résultats des différentes composantes et désignant la responsabilité de chaque niveau de pouvoir, il a été décidé, lors du Comité de concertation du 6 novembre 2013, de demander au département du Conseil supérieur des Finances de réaliser ce rapport.

La section précitée et son président en ont été formellement informés par le ministre des Finances par une lettre du 25 novembre 2013, invitant le département à formuler une réponse sous forme d'un complément à l'avis de mars 2014.

Fin mars 2014, le rapport sur l'évolution budgétaire des pouvoirs locaux était publié sur le site web du CSF. Vu que l'accord de coopération du 13 décembre 2013 contient un passage précisant que la section "Besoin de financement des pouvoirs publics" devrait prêter une attention spécifique aux finances des pouvoirs locaux, la section a considéré que le rapport de mars 2014 concernant les pouvoirs locaux est une première phase d'un processus d'évaluation approfondie de la situation budgétaire des pouvoirs locaux.

La phase suivante, en particulier, l'analyse pour déterminer dans quelle mesure le déficit des pouvoirs locaux est vraiment dû aux mesures prises par le gouvernement fédéral ou par les Régions et la Communauté germanophone sera en toute probabilité examinée pour la première fois par l'avis d'évaluation de la section du CSF concernant les résultats budgétaires de l'année budgétaire 2014.

Ceci est en particulier le premier avis d'évaluation suite à l'accord de coopération du 13 décembre 2013.

01.03 Vanessa Matz (cdH): Merci, monsieur le ministre. Vous dites que le CSF va examiner l'impact 2014. Avez-vous une date à nous communiquer? Quand peut-on attendre ce rapport?

01.04 Johan Van Overtveldt, ministre: Je ne connais pas cette date. Je vais me renseigner et vous donner la date si elle est disponible.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

02 Samengevoegde vragen van

- mevrouw **Sonja Becq** aan de minister van Financiën over "de schenkingen van voedsel door warenhuizen" (nr. 1799)

- mevrouw **Vanessa Matz** aan de minister van Financiën over "de uitbreiding van de btw-vrijstelling tot giften in natura" (nr. 2418)

02 Questions jointes de

- Mme **Sonja Becq** au ministre des Finances sur "les invendus alimentaires offerts par les grandes surfaces" (n° 1799)

- Mme **Vanessa Matz** au ministre des Finances sur "l'élargissement de l'exemption TVA pour les dons en nature" (n° 2418)

02.01 Sonja Becq (CD&V): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, de vraag is er gekomen naar aanleiding van het weggooien of het verspillen van voedsel dat op geregelde tijdstippen terug onder de aandacht wordt gebracht. Wij weten allemaal dat warenhuizen ook aan goede doelen meewerken en soms zelfs speciale inzamelacties doen. Soms doen zij ook schenkingen vanuit voedseloverschotten. De vraag is of dit niet wat meer moet worden gestimuleerd of ondersteund.

Minister Geens had ter zake een omzendbrief laten opstellen om een btw-vrijstelling toe te kennen als er schenkingen plaatsvinden aan de provinciale voedselbanken. Diezelfde vrijstelling geldt op dit moment niet voor kleinere warenhuizen of lokale handelaars die vaak rechtstreeks voedingsmiddelen of overschotten wegschenken aan lokale doelen. Zij kunnen echter geen gebruik maken van die btw-vrijstelling. Nochtans zijn zij ter zake vragende partij. Als men voedsel vernietigt, wordt nochtans wel een btw-vrijstelling toegekend.

Ik kom dan tot mijn vrij eenvoudige vraag. Meent u dat er een gelijke behandeling moet komen voor voedsel dat wordt weggeschonken en voedsel dat wordt vernietigd? Uiteraard moeten hiervoor de nodige bewijzen en garanties worden geleverd. Heeft u de intentie om dit eventueel te helpen bevorderen? Een van de pistes is het betrekken van lokale doelen. Misschien heeft u nog andere suggesties of ideeën? Heeft u zicht op wat er in de voorbije jaren aan niet-opgeëiste btw via schenkingen aan provinciale voedselbanken werd gegeven?

02.02 Vanessa Matz (cdH): Monsieur le président, monsieur le ministre, en juillet 2013, le Sénat adoptait une résolution visant à encourager au niveau de la TVA le don d'excédents alimentaires. Outre les dons

alimentaires, la résolution demande au gouvernement d'examiner la possibilité d'étendre le dispositif.

Suite au vote de cette résolution, votre prédécesseur prenait la décision TVA n° E.T. 124.417 du 31 juillet 2013 autorisant uniquement le don de surplus alimentaires aux banques alimentaires. Voici plus d'un an que cette décision est entrée en vigueur.

Monsieur le ministre, avez-vous déjà évalué la décision autorisant le don de surplus alimentaires aux banques alimentaires?

Avez-vous examiné la possibilité d'étendre l'exemption de la TVA aux dons en nature autres que les surplus alimentaires? Une vraie demande du secteur émane à ce sujet, non seulement au niveau des commerçants mais aussi du secteur associatif, afin que cette exemption ne porte pas uniquement sur les dons alimentaires mais aussi par exemple sur des vêtements, de l'ameublement ou d'autres objets.

Votre prédécesseur avait fait savoir qu'il n'y était pas opposé, mais qu'il souhaitait d'abord voir comment cette mesure fonctionnait avant d'éventuellement en étendre le dispositif. Au terme de cette évaluation, envisagez-vous de prendre une décision afin d'étendre ce dispositif à d'autres dons que les dons alimentaires?

02.03 Johan Van Overtveldt, ministre: Monsieur le président, madame, j'ai chargé mon administration, au début du mois de décembre 2014, d'étudier si la portée de la décision que vous avez évoquée pouvait être élargie à d'autres canaux de distribution. Ceci a d'ailleurs fait l'objet d'une réunion de concertation le 24 février. J'y reviendrai plus tard.

Par contre, bien que la possibilité d'extension à des dons en nature autres que les surplus alimentaires ait aussi été étudiée, elle a dû être écartée.

Als een belastingplichtige onverkochte goederen onder toezicht van de administratie laat vernietigen, moet er uiteraard geen btw-regularisatie gebeuren. Als daarentegen de belastingplichtige aan zijn bedrijf een goed onttrekt en het wegschenkt, wordt deze handeling gelijkgesteld met een aan de btw onderworpen levering onder bezwarende titel, op voorwaarde dat de btw bij de aankoop van dat goed geheel of gedeeltelijk werd gerecupereerd.

Is dat niet het geval, dan is er op deze onttrekking btw verschuldigd. Meer bepaald moet dan btw worden gerekend op de aankoopprijs of de kostprijs van de goederen, rekening houdend met de staat waarin ze zich bevinden en de ouderdom van de goederen in kwestie.

De Europese en de Belgische wetgeving bevatten geen enkele specifieke bepaling volgens dewelke de gratis wegschenking van goederen aan behoeftigen niet is onderworpen aan btw.

Naar aanleiding van besprekingen met vertegenwoordigers van belanghebbende instellingen heeft de administratie beslist dat de producenten en distributiebedrijven in de voedingssector geen btw moeten aanrekenen op weggeschonken voedingswaren, op voorwaarde dat deze niet meer verkoopbaar zijn en worden weggeschonken aan de erkende voedselbanken.

De strikte toepassingsvoorwaarden van deze regeling zijn voorzien in de toepassing nr. E.T. 124.417 van 31 juli 2013.

Deze toegeving werd in eerste instantie beperkt tot de voedselbanken omdat zij erkend zijn en zich hebben verenigd in de Belgische federatie van voedselbanken. Bovendien hebben zij al een controleerbaar systeem opgebouwd, waardoor zij garant kunnen staan voor de kwaliteitsbewaking en kunnen garanderen dat de voedselbedeling via een zeshonderdtal bij hen aangesloten en door hen erkende en begunstigde caritatieve instellingen volledig gratis en uitsluitend aan de behoeftigen in België gebeurt.

De toegevingen gedaan in de beslissing van 31 juli 2013 werd in de sector gepercipieerd als een stap in de goede richting. Aangezien buurtwinkels en kleinere supermarkten echter vaak veel kleinere overschotten hebben dan grote distributiebedrijven en daarom minder een beroep doen op nationale voedselbanken, heb ik mijn administratie begin december de opdracht gegeven om te onderzoeken of deze toegeving kan worden uitgebreid naar andere distributiekanaalen dan voedselbanken, zoals OCMW's, en indien ja, onder welke voorwaarden dit dan best zou geschieden.

Op 24 februari 2015, *comme j'ai indiqué*, was er overleg tussen mijn administratie en de betrokken partijen. Ik ben daarover nog niet gedebrieft. Van zodra dat gebeurt, zal ik niet aarzelen om de vraagstellers daaromtrent te informeren.

Mevrouw Becq, ik zou de cijfers ook willen zien maar helaas zijn ze niet beschikbaar. Ik heb hen gevraagd om nog eens extra hun best te doen.

02.04 Sonja Becq (CD&V): Ik begrijp volkomen dat men zegt dat we een systeem moeten hebben waarover men controle heeft, zeker inzake kwaliteitsbewaking als het over voedingsmiddelen gaat. Men mag geen zieken maken door dingen weg te schenken.

Ik begrijp ook dat ik mijn vraag opnieuw moet indienen. Na uw debriefing zal u mij kunnen antwoorden. Misschien dat u dan in de kast van de btw terugvindt welke schenkingen...

02.05 Minister Johan Van Overtveldt: Dat was uiteraard een boutade.

02.06 Sonja Becq (CD&V): Ik ga ervan uit dat men bij de voedselbanken weet wat men ontvangen heeft en dat u bijgevolg ook over die informatie zou moeten beschikken. Dat is het eerste element van controle.

02.07 Vanessa Matz (cdH): Monsieur le ministre, excusez-moi, mais je ne comprends absolument pas la justification que vous donnez concernant la TVA. Quelle est la différence entre un aliment et le traitement?

Je sais comment se passent les choses pour l'instant: ils doivent déstocker. L'ensemble constitue une manutention compliquée pour les grandes surfaces; certains le font volontiers, comme le Groupe Delhaize, envers les banques alimentaires. Imaginons que ce ne soit pour l'instant que pour ces banques alimentaires. En tant que modeste juriste et non fiscaliste, je ne comprends pas pourquoi ce qui s'applique aux aliments ne pourrait fonctionner avec d'autres stocks, par exemple, pour une grande surface qui vend des aliments, des vêtements et des meubles. L'autre jour, nous entendions qu'un magasin avait jeté l'entièreté de ses vêtements, car le coût était moindre qu'en les donnant à une association caritative.

Je ne comprends pas cette technique juridique. Quelle est la différence entre un aliment et un meuble ou un vêtement?

02.08 Johan Van Overtveldt, ministre: Je me pose la même question.

02.09 Vanessa Matz (cdH): Voilà qui me rassure!

02.10 Johan Van Overtveldt, ministre: Je n'étais pas présent à la réunion qui rassemblait hier les personnes intéressées par ce cas. Je recevrai le rapport dans les jours qui viennent. Je sais qu'il y a été dit que ce n'est pas possible; pour quelles raisons? Je l'ignore encore. Je verrai avec le débriefing et le communiquerai immédiatement.

02.11 Vanessa Matz (cdH): Monsieur le président, si vous le permettez, je reviendrai donc poser une question, car j'aimerais comprendre. Je ne me satisfais pas d'une réponse "on ne sait pas le faire". Je voudrais connaître la véritable raison juridique qui empêche de le faire.

Qu'il y ait une question d'opportunité et qu'on veuille encore poursuivre le même système, je peux l'entendre. Objectivement, je ne comprends pas et j'attendrai avec impatience, comme vous, la réponse de l'administration sur le sujet.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

03 Vraag van mevrouw Griet Smaers aan de minister van Financiën over "Ethias" (nr. 1953)

03 Question de Mme Griet Smaers au ministre des Finances sur "Ethias" (n° 1953)

03.01 Griet Smaers (CD&V): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, mijn vragen zijn enkele weken geleden ingediend naar aanleiding van de bekendmaking van de uitslagen van de stresstests in de verzekeringssector. Ethias zou niet geslaagd zijn voor de Europese stresstest en gehinderd worden door de

zeer lage rentestanden.

Drie Belgische overheden investeerden destijds noodgedwongen aanzienlijk in Ethias. Overheidsbedrijven hebben een voorbeeldfunctie, nog meer dan andere bedrijven, op het vlak van bedrijfsvoering en ethiek. Zij hebben nood aan een actieve aandeelhouder die zich tegelijkertijd terughoudend opstelt als het gaat over operationele kwesties.

Wat betreft de uitslagen van de stresstest, de mogelijke gevolgen ervan voor Ethias en de houding van de overheid ter zake, heb ik een aantal vragen.

Ten eerste, hoe beoordeelt u de huidige toestand bij Ethias? Aan welke risico's staat de federale Staat eventueel bloot ingevolge de conclusies van die stresstest?

Ten tweede, wat is de industriële visie van de federale regering met betrekking tot Ethias? Welke afspraken werden vastgelegd met de bestuurders die de federale Staat vertegenwoordigen? Welke houding dienen zij aan te nemen in Ethias?

Ten derde, hoe verloopt het overleg met de andere overheidsaandeelhouders van Ethias? Wat zijn eventueel de verschilpunten in de zienswijze van de federale Staat, het Waalse Gewest en het Vlaamse Gewest?

Ten vierde, wat is de visie van de federale regering inzake het verloningsbeleid bij bedrijven waarin de overheid een controlerend belang heeft, met name Belfius, Dexia, Ethias en de Nationale Bank? Welke loonplafonds zijn van toepassing in deze vier organisaties?

Tot slot, hoe werd de professionele betrouwbaarheid en de passende deskundigheid beoordeeld van alle huidige bestuurders? Werde een zogenaamde fit-and-propertest uitgevoerd?

03.02 Minister **Johan Van Overtveldt**: Mijnheer de voorzitter, mevrouw Smaers, ik dank u voor uw vragen.

De specificaties over de huidige toestand bij Ethias zitten uiteraard bij de Nationale Bank van België. De Nationale Bank is natuurlijk gebonden door een beroepsgeheim inzake informatie over individuele entiteiten en dus ook over Ethias.

Wat betreft de industriële visie van de federale regering, het volgende. De federale regering werkt op dit moment aan een meer specifieke, individuele visie ten opzichte van de diverse participaties. Ik benadruk dat dit een oefening is die globaal gebeurt en rekening probeert te houden met alle omstandigheden, niet alleen het geval Ethias. Zoals u weet zitten er in de financiële sector nog een paar andere participaties in de tas van de regering, als ik mij zo mag uitdrukken.

Wij werken dus op dit moment aan de valorisering en de verdere bepaling van de strategie voor die diverse onderdelen, waaronder Ethias.

Wat betreft uw derde punt, uiteraard groeperen wij dat binnen en rond de FPIM waar zoals u weet de participaties gegroepeerd zijn. Dat is dan ook het geëigende orgaan om de oefeningen te doen waaraan u refereert. Daar worden ook de contacten gelegd, bijvoorbeeld inzake Ethias, met het Waals en het Vlaams Gewest om hun houding te kennen inzake mogelijke scenario's die zich zouden kunnen aandienen.

Ik zal exhaustief ingaan op uw vierde vraag, inzake het verloningsbeleid. Wat Belfius en Dexia betreft, op beide instellingen is de Bankenwet van toepassing. Bijlage twee van deze wet bevat specifieke regels die uiteraard op alle banken van toepassing zijn. Het objectief van deze regels is het beloningsbeleid te doen stroken met de langetermijnbelangen van de instelling en het vermijden van het aanmoedigen van het nemen van excessieve risico's. Ik meen dat dit na wat wij in 2008 hebben meegemaakt een meer dan zinvolle regel is. Zo is de individuele variabele beloning beperkt tot het hoogste van 50 % van de vaste beloning of maximaal 50 000 euro. Tevens gelden een aantal beperkingen voor variabele beloning zoals bijvoorbeeld minimaal 40 % uitstel over ten minste drie tot vijf jaar met de mogelijkheid om het uitgesteld loon niet uit te betalen, uitbetaling voor minimum 50 % in financiële instrumenten van de instelling en nog enkele andere maatregelen van dezelfde orde. Daarnaast gelden nog specifieke regels voor instellingen die uitzonderlijke overheidssteun genieten, eveneens van toepassing op Belfius en Dexia. Zo is er een principieel verbod op variabele beloning voor degenen die echt aan het hoofd van deze instellingen staan.

Wat Ethias betreft, de verzekeringsondernemingen vallen vooralsnog niet onder de wettelijke beperkingen die gelden in de banksector. In het kader van Solvency II worden er wel regelgevende initiatieven genomen omtrent beloningen die in de lijn liggen met wat geldt voor de banksector.

Ik verwijs ten slotte nog naar een aanbeveling van de toezichthouder van 26 november 2009 inzake behoorlijk beloningsbeleid van financiële instellingen. Daarin komen de eerder vernoemde principes inzake voorzichtig verloningsbeleid aan bod. Deze principes zijn allemaal gericht op een passende en doeltreffende risicobeheersing binnen de instellingen.

Ik kom dan tot de vraag over de professionele betrouwbaarheid en de passende deskundigheid van de bestuurders, de zogenaamde test. Ethias nv en Vitrufin nv, respectievelijk de verzekeringsonderneming en de holding boven Ethias, zijn doorlopend onderworpen aan het prudentiële toezicht van de Nationale Bank van België. Dit toezicht, dat momenteel gebaseerd is op de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen en die binnenkort zal worden herzien in het kader van de omzetting van het nieuwe Europese Solvency II-regime, regelt niet alleen de kwantitatieve aspecten — zoals bijvoorbeeld de solvabiliteitsmarge, intra-groepsverrichtingen, de rentabiliteit of het renterisico —, maar ook de kwalitatieve aspecten in verband met *governance*, organisatie, geschiktheid en doeltreffendheid van het interne controlesysteem in verband met het risicobeheer.

Het toezicht op de *governance* houdt met name in dat de NBB de deskundigheid – *fit* – en de professionele betrouwbaarheid – *proper* – van alle bestuurders van verzekeringsondernemingen en –holdings op individuele basis beoordeelt, met toepassing van de artikelen 90 en 90bis van de reeds genoemde wet van 9 juli 1975. Deze personen moeten permanent over de voor de uitoefening van hun functie vereiste professionele betrouwbaarheid en passende deskundigheid beschikken. In een circulaire van 17 juni 2013 beschrijft de Nationale Bank van België hoe zij concreet te werk gaat bij de beoordeling van de deskundigheid en de professionele betrouwbaarheid van de personen die aan haar toezicht zijn onderworpen.

Verder zijn de Nationale Bank, de leden van haar organen en haar personeel aan het beroepsgeheim gebonden. Zij mogen dan ook aan geen enkele persoon of autoriteit de vertrouwelijke informatie meedelen waarvan zij in het kader van hun functie kennis hebben gekregen, onder voorbehoud van de uitzonderingen zoals bedoeld in artikel 36 van de wet van 22 februari 1998 tot vaststelling van het organieke statuut van de NBB. De gegevens waarover de Nationale Bank beschikt aangaande de deskundigheid en de professionele betrouwbaarheid van de bestuurders die deel uitmaken van de raden van bestuur van Ethias en Vitrufin vallen niet onder het publieke domein.

03.03 Griet Smaers (CD&V): Mijnheer de minister, ik dank u voor uw antwoord. Tenzij ik het niet heb gehoord, hebt u geen uitspraak gedaan over de loonplafonds en het loonbeleid van de Nationale Bank zelf. U hebt verwezen naar Belfius, Dexia en Ethias.

03.04 Minister Johan Van Overtveldt: Dat klopt, u hebt gelijk. Het antwoord daarop blijf ik u schuldig en ik bied u mijn excuses aan.

03.05 Griet Smaers (CD&V): Daarover kan ik later dan nog een vraag stellen, mijnheer de minister.

Ik apprecieer het feit dat geheimhouding of een bepaalde privacy nodig is voor de huidige toestand en de financiële gegevens van Ethias, maar ik hoop dat u via de vertegenwoordigers van de regering en via de controle van de Nationale Bank voldoende toezicht houdt op de situatie van Ethias inzake solvabiliteit en liquiditeit en dergelijke.

Ik hoop dat in navolging van de conclusies van de Europese stresstest ook vanuit de regering en door de commissarissen opvolging gebeurt naar het naleven van de aanbevelingen van de stresstest. Het is toch wel onze taak als aandeelhouder om de moeilijkheden te kunnen signaleren en bewaken. Ik vraag u om er vanuit de regering op toe te zien dat er gepast wordt gereageerd op de aanbevelingen ingevolge de stresstest.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

04 Vraag van de heer Peter Vanvelthoven aan de minister van Financiën over "de heffing op de

intercommunales" (nr. 1815)

04 Question de M. Peter Vanvelthoven au ministre des Finances sur "la taxe prélevée sur les intercommunales" (n° 1815)

04.01 Peter Vanvelthoven (sp.a): Mijnheer de minister, ik wil u opnieuw vragen stellen over de heffingen op intercommunales. U weet dat wij daar in deze commissie al hevig over gedebatteerd hebben.

Wij hebben vanuit de oppositie vragen gesteld en argumenten aangedragen inzake het nut van de onderwerping van intercommunales aan de vennootschapsbelasting. Uw coalitiepartner CD&V heeft ondertussen op 27 januari in het Vlaams Parlement aan de bevoegde minister, mevrouw Schauvliege, gevraagd welke initiatieven zij zal nemen ten aanzien van de federale overheid, u dus, om te vermijden dat de te betalen vennootschapsbelasting zou worden afgeroomd door de federale overheid. De CD&V-fractie in het Vlaams Parlement heeft, terecht meen ik, gesteld dat door deze maatregel op het federale niveau de gemeenten aangemoedigd worden uit de intercommunale verbanden te stappen.

Minister Schauvliege heeft toen in het Vlaams Parlement geantwoord dat dit 's anderendaags, 28 januari, in het Overlegcomité ter sprake zou komen. Ik wil nu graag van u het volgende vernemen.

Ten eerste, werd de onderwerping van de intercommunales aan de vennootschapsbelasting inderdaad besproken in het Overlegcomité op 28 januari?

Ten tweede, welk standpunt werd daar ingenomen door de Vlaamse regering? Welke vragen werden er gesteld door de Vlaamse regering?

Ten derde, werden er door de federale regering toezeggingen gedaan aan de Vlaamse regering?

04.02 Minister Johan Van Overtveldt: Mijnheer Vanvelthoven, de onderwerping van de intercommunales aan de vennootschapsbelasting werd, zoals u al hebt aangegeven, op vraag van de Waalse regering, besproken in het Overlegcomité op 28 januari jongstleden.

De Vlaamse regering heeft tijdens deze vergadering van het Overlegcomité laten weten dat zij gelijkaardige bekommernissen heeft.

De vraag van de Waalse regering was echter om het stelsel volledig terug te brengen tot de situatie van voor de programmawet van 19 december 2014. De federale regering is daar niet op ingegaan. Het Overlegcomité heeft kennis genomen van de nota van de Waalse regering ter zake.

Ik heb tijdens de parlementaire besprekingen van de programmawet, en ook tijdens de vorige commissievergadering op een vraag van u geantwoord dat een circulaire zal worden gepubliceerd inzake de overgangperiode voor intercommunales.

Op 24 februari werd op mijn initiatief een technische interfederale werkgroep samengeroepen om deze circulaire voort toe te lichten en te bespreken. Ik kom later graag terug op de uitkomst van dat overleg, zodra ik alle relevante informatie in mijn bezit heb. Dat is op dit ogenblik nog niet het geval.

04.03 Peter Vanvelthoven (sp.a): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, wat bedoelt u precies met een interfederale werkgroep? Wie zit daar mee aan tafel?

04.04 Minister Johan Van Overtveldt: Alle betrokken partijen, dus ook de regionale regeringen.

04.05 Peter Vanvelthoven (sp.a): Ik dank u voor uw antwoord.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

05 Vraag van mevrouw Griet Smaers aan de minister van Financiën over "het einde van de fiscale regularisatie en de gevolgen voor de DVB" (nr. 1970)

05 Question de Mme Griet Smaers au ministre des Finances sur "la fin des régularisations fiscales et les conséquences pour le SDA" (n° 1970)

05.01 Griet Smaers (CD&V): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, enkele weken geleden hebt u tijdens een plenaire vergadering bevestigd dat de periode van fiscale regularisatie tot een einde gekomen is.

In 2014 waren er voor de behandeling van de regularisatieaanvragen gemiddeld 44,3 personen ingezet op die dienst. Aangezien wij allen bevestigd hebben in het regeerakkoord dat de permanente fiscale regularisatie werd stopgezet, zal de inzet van personeel wellicht ook niet meer nodig zijn.

Wanneer zullen de lopende dossiers in het licht van de regularisatie afgerond zijn? Wat is uw inschatting ter zake?

Werd er een personeelsplan opgemaakt dat rekening houdt met de uitdoving van de fiscale regularisatie? Werd er een wijziging doorgevoerd in het beleid met betrekking tot nieuwe aanwervingen? Wanneer zullen de personeelsleden die werden gedetacheerd naar de Dienst Voorafgaande Beslissingen terugkeren naar hun oorspronkelijke dienst? Daar kan men immers volgens mij de mankracht ook wel gebruiken.

In welke personeelsreductie voorziet u tijdens deze legislatuur bij de Dienst Voorafgaande Beslissingen?

05.02 Minister Johan Van Overtveldt: Mijnheer de voorzitter, mevrouw Smaers, de dienst waarover u spreekt verwacht een volledige afhandeling tegen einde juni 2015.

De voorbije jaren werden medewerkers die oorspronkelijk dossiers inzake voorafgaande beslissingen behandelden, ingezet voor het behandelen van regularisatiedossiers waardoor de dossiers inzake voorafgaande beslissingen iets minder snel werden afgehandeld. Bij de afhandeling van de regularisatiedossiers zullen deze medewerkers opnieuw ingeschakeld worden bij de behandeling van de dossiers inzake voorafgaande beslissingen.

Door het nog steeds toenemende aantal dossiers inzake voorafgaande beslissingen, moet men erover waken dat de betrokken dienst over voldoende personeel kan blijven beschikken. Er is dan ook niet meteen in enige vermindering van het aantal personeelsleden voorzien. De medewerkers die tijdelijk ter beschikking werden gesteld bij het contactpunt regularisaties van de Dienst Voorafgaande Beslissingen keerden einde 2014 naar hun administratie van oorsprong terug.

05.03 Griet Smaers (CD&V): Mijnheer de minister, ik begrijp dat er eind 2014 al een aantal medewerkers terugkeerde en dat er enkelen op post blijven om de finale afhandeling tot juni 2015 naar inschatting en verwachting te kunnen doen.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

06 Vraag van mevrouw Griet Smaers aan de minister van Financiën over "de gevolgen van de regionalisering voor de DVB" (nr. 1990)

06 Question de Mme Griet Smaers au ministre des Finances sur "les conséquences de la régionalisation pour le SDA" (n° 1990)

06.01 Griet Smaers (CD&V): Mijnheer de voorzitter, ten gevolge van de regionalisering van een aantal fiscale bevoegdheden in het kader van de zesde staatshervorming hebben wij gemerkt dat er mogelijke knelpunten bestaan bij de behandeling van gezamenlijke dossiers die voor de Dienst Voorafgaande Beslissingen worden gebracht. Enkele weken geleden werd ons dat ook bevestigd tijdens het verhoor en de toelichting van mevrouw Véronique Tai van de Dienst Voorafgaande Beslissingen in de commissie.

De FOD Financiën spreekt zich bij voorafgaande beslissing uit over alle aanvragen betreffende de toepassing van de belastingwetten die onder zijn bevoegdheid vallen of waarvan hij de inning en de invordering verzekert. Soms worden gecombineerde dossiers voorgelegd aan de Dienst Voorafgaande Beslissingen. Daarin staan vragen die het federale bevoegdheidsniveau raken, maar ook vragen die betrekking hebben op gewestelijke fiscale materies.

Door de regionalisering is alles wat de gewestelijke bevoegdheid betreft, overgeheveld naar de Gewesten en kan de Dienst Voorafgaande Beslissingen in principe dus geen rulings meer afleveren voor geregionaliseerde bevoegdheden, in het bijzonder de Vlaamse registratie- en successierechten. Dat is

blijkbaar een domein dat vaak voorkomt in zo'n gecombineerd dossier, met bijvoorbeeld vragen over btw en andere vragen gerelateerd aan de inkomstenbelastingen. Zo'n dossier wordt dan bij de Dienst Voorafgaande Beslissingen ingediend.

Daar knelt het schoentje: hoe moeten die vragen worden behandeld, aangezien het federale niveau daarover geen bevoegdheid meer heeft? Die vraag werd in het Vlaams Parlement voorgelegd aan minister van Financiën Turtelboom, die verklaarde dat zij met u een overleg heeft opgestart over de gemengde dossiers. Minister Turtelboom heeft blijkbaar voorgesteld om Vlaamse ambtenaren te betrekken bij gemengde dossiers om aldus te komen tot een gezamenlijke beslissing die – neem ik aan – wordt getrokken door de Dienst Voorafgaande Beslissingen.

Concreet heb ik de volgende vragen.

Hoe staat u tegenover een samenwerking tussen VLABEL en de Dienst Voorafgaande Beslissingen? Zijn er praktische en/of wettelijke bezwaren voor een dergelijke samenwerking?

Acht u zo'n samenwerking mogelijk of acht u het meer aangewezen dat Vlaanderen daaromtrent zelf stappen zet, in het kader van een eigen dienst voorafgaande beslissingen bijvoorbeeld?

Zal VLABEL worden betrokken in de preflingfase of enkel bij het eigenlijke onderzoek van een aanvraag?

Op welke wijze zult u de informatie-uitwisseling tussen de Dienst Voorafgaande Beslissingen en VLABEL verhogen?

06.02 Minister **Johan Van Overtveldt**: Mevrouw Smaers, met het decreet van 9 november 2012 heeft de Vlaamse overheid beslist tot overname van de dienst van de successierechten en sommige registratierechten die gewestelijke belastingen zijn. Het Vlaams Gewest, dat voorheen reeds bevoegd was voor het wijzigen van de aanslagvoet, de belastbare grondslag en de vrijstellingen betreffende deze belastingen, is hierdoor vanaf 1 januari 2015 eveneens bevoegd voor de administratieve procedureregels.

Tijdens de voorbereiding van de overname door het Vlaams Gewest van de dienst van deze gewestelijke belastingen werd de aandacht van de vertegenwoordigers van de Vlaamse Belastingdienst gevestigd op het feit dat de ambtenaren van de Federale Overheidsdienst Financiën met ingang van 1 januari 2015 alle bevoegdheid ter zake zouden verliezen en dat de federale Dienst Voorafgaande Beslissingen met betrekking tot deze belastingen dus geen beslissingen meer zou kunnen treffen. De Dienst Voorafgaande Beslissingen kan immers enkel een ruling afleveren voor aanvragen betreffende de toepassing van belastingwetten die onder de bevoegdheid van de FOD Financiën vallen en waarvan zij de inning en invordering verzekert.

Op advies van de FOD Financiën heeft de Vlaamse overheid een decretale bepaling getroffen om het Contactpunt regularisaties bij de FOD Financiën toe te laten de regularisatieaangiftes die nog niet afgehandeld waren op het einde van vorig jaar, verder te behandelen. Indien de Vlaamse overheid een nieuw decretaal initiatief overweegt, is het uiteraard wenselijk dat een voorafgaand overleg plaatsvindt om met de federale overheid de praktische modaliteiten van de mogelijke samenwerkingsvormen duidelijk af te spreken. Deze kunnen dan eventueel opgenomen worden in een samenwerkingsakkoord.

In de geest van de bijzondere financieringswet lijkt een overleg in ieder geval wenselijk, vooral om dubbele belasting te vermijden en de Vlaamse bedrijven en belastingbetalers de nodige rechtszekerheid te bieden. Mijn medewerkers hebben hieromtrent al informeel overleg gehad met het kabinet van de Vlaamse minister van Financiën, mevrouw Turtelboom, met wie ik daarover trouwens zelf ook al een gesprek heb gehad.

Ik zal de Waarnemingspost gewestelijke fiscaliteit de opdracht geven om ter zake het overleg tussen, enerzijds, de FOD Financiën en de Dienst Voorafgaande Beslissingen in fiscale zaken en, anderzijds, de Gewesten op te starten, zodat snel de nodige rechtszekerheid kan worden geboden en dubbele belasting kan worden vermeden.

06.03 **Griet Smaers** (CD&V): Mijnheer de minister, ik dank u voor uw antwoord.

Het is inderdaad van belang dat u dit dossier in gezamenlijk overleg uitklaart. Er zijn zeker nog een aantal twistdossiers mogelijk wanneer de bevoegdheidsverdeling niet duidelijk is. Zoals u zelf schetst, bestaat dan het risico dat beide overheden een invordering gaan doen of dat er vanuit Vlaanderen geen opvolging wordt

gegeven aan beslissingen die door de Dienst Voorafgaande Beslissingen worden genomen. Dat is ook mogelijk. De opvolging van de beslissingen van de DVB moet verzekerd zijn. Ik dank u omdat u dit dossier zeker verder zult opvolgen.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

De **voorzitter**: Vraag nr. 1994 van de heer Clarinval wordt geschrapt.

07 Vraag van de heer Luk Van Biesen aan de minister van Financiën over "de kostendelende verenigingen en lokale besturen" (nr. 2003)

07 Question de M. Luk Van Biesen au ministre des Finances sur "les associations de frais et les autorités locales" (n° 2003)

07.01 **Luk Van Biesen** (Open Vld): Dit is een technische vraag die ik misschien beter als schriftelijke vraag had gesteld. Ik zal een korte inleiding geven en vervolgens mijn concrete vraag stellen. Zoals u weet zijn mijn vragen meestal te beantwoorden met ja, neen of onthouding.

Steden, gemeenten en OCMW's werken om efficiëntieredenen alsmaar nauwer samen. Vaak gebeurt dit in het kader van een kostendelende vereniging, zoals bedoeld in artikel 44, § 2, 1°, bis btw-wetboek. De deelname aan een kostendelende vereniging is in principe voorbehouden aan een niet-belastingplichtige of vrijgestelde belastingplichtige. Niettemin voorziet artikel 3 van het KB nr. 43 in een tolerantie die erin bestaat dat eventuele belaste handelingen dienen beperkt te blijven tot maximaal 10 % van de totale handeling. Dit is vooral belangrijk voor steden, gemeenten en OCMW's die in het Vlaams Gewest sinds 1 januari 2014 allen hetzelfde boekhoudsysteem hanteren. Het is evenwel onduidelijk op welke manier de 10 %-drempel moet worden berekend.

Kunt u ermee instemmen dat voor de berekening van het percentage en voor de beoordeling van deze 10 %-drempel de som van de bedragen opgenomen naast de roosters 01, 02 en 03 van de periodieke aangiften in het betreffende jaar wordt gedeeld door het bedrag vermeld op de lijn "II. Opbrengsten" van "De staat van opbrengsten en kosten (schema J7)" van het betreffende jaar?

Het antwoord is dus ja, neen of onthouding.

07.02 Minister **Johan Van Overtveldt**: Ik zal het iets genuanceerder proberen te doen.

De vaststelling waarnaar u verwijst is in beginsel niet van toepassing wanneer bepaalde leden de hoedanigheid hebben van gemengde of gedeeltelijke belastingplichtige. Deze regel wordt evenwel gemilderd door de toepassing van de zogenaamde 10 %-drempel waarnaar u ook verwijst. Men mag niet uit het oog verliezen dat deze 10 %-drempel sowieso slechts van toepassing kan zijn indien de met btw-belaste handelingen van een lid geen afzonderlijke werkzaamheid vormen, maar slechts bijkomende handelingen zijn bij de vrijgestelde of niet aan de btw onderworpen werkzaamheden. Om vast te stellen of de vrijstelling in hoofde van de vereniging geldt, moet voor ieder lid per kalenderjaar de verhouding tussen het totaalbedrag van de belastbare handelingen en het totaalbedrag van de verrichte beroepshandelingen worden vastgesteld en berekend. Voor de berekening van deze verhouding worden bepaalde bedragen niet in aanmerking genomen.

Het gaat dan onder meer over de opbrengsten van en de inkomsten uit onroerende en financiële verrichtingen, tenzij die verrichtingen behoren tot een specifieke economische activiteit van die aard: algemene werkingstoelage, boete en dergelijke meer.

Bij het bepalen van de 10 %-drempel kan de belaste omzet dan ook niet zonder meer worden vergeleken met het bedrag vermeld onder de rubriek II, de staat van opbrengsten en kosten, het schema J.

Tot daar mijn genuanceerd antwoord.

07.03 **Luk Van Biesen** (Open Vld): Mijnheer de voorzitter, voor u als schepen van Financiën in Zaventem is dat toch een zeer belangrijke vraag die u meteen kan toepassen op uw begroting. Ik meen dat het een belangrijk effect is en ik dank de minister voor zijn antwoord.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

08 **Samengevoegde vragen van**

- de heer Peter Dedecker aan de minister van Financiën over "het fiscaal regime voor journalisten inzake auteursvergoedingen" (nr. 2082)

- mevrouw Griet Smaers aan de minister van Financiën over "de fiscale behandeling van auteursrechten" (nr. 2234)

08 **Questions jointes de**

- M. Peter Dedecker au ministre des Finances sur "le régime fiscal relatif aux droits d'auteur pour les journalistes" (n° 2082)

- Mme Griet Smaers au ministre des Finances sur "le traitement fiscal des droits d'auteur" (n° 2234)

08.01 **Peter Dedecker** (N-VA): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, dit is een oud zeer. Het is immers niet de eerste keer dat hierover een vraag wordt gesteld.

Zoals u weet, heeft de wet van 16 juli 2008 inzake auteursrechten een fiscaal voordeelregime gecreëerd. Toch bleef er grote rechtsonzekerheid over de draagwijdte van dit fiscale regime — getuige de vele vragen die hierover werden gesteld — voor onder meer journalisten. Veel uitgevers van nieuwsmedia gingen in dat onduidelijke kader over tot de betaling van auteursrechtenvergoedingen aan hun journalisten. De betrokken journalisten gaven die inkomsten ook aan als een auteursrechtenvergoeding.

Ondertussen is gebleken dat de fiscale ambtenaren, en dan vooral de BBI, die aangiften veelal verwerpen. Dit lijkt mij niet zo leuk voor betrokkenen.

Een recente rondzendbrief, die op 22 oktober 2014 werd gepubliceerd, moest meer duidelijkheid brengen. Ik heb u daarover toen ook ondervraagd. Die rondzendbrief bepaalt immers dat journalisten volledig in fiscaal gunstige auteursrechtenvergoedingen worden betaald, voor zover de overeenkomst een cessie van auteursrechten bevat en de vergoeding daarvoor bepaalt.

Ik heb deze problematiek aangekaart in een vergadering van 19 november 2014. Hoewel uw antwoord duidelijk was, blijven sommige fiscale ambtenaren, met name de BBI, die praktijk afwijzen. Op basis van de passage in uw antwoord "... voor zover die overeenkomst met de werkelijkheid overeenstemt", laten sommige fiscale controleurs geen volledige vergoeding in auteursrechten toe. Veel journalisten worden op die manier geconfronteerd met zware rechtszettingen en zelfs boetes.

Ik heb dan ook een paar vragen.

Ten eerste, kunt u bevestigen dat journalisten met hun oorspronkelijk werk wel degelijk de bescherming genieten die de wet op de auteursrechten biedt?

Ten tweede, kunt u bevestigen dat de rondzendbrief 36/2014 effectief toelaat dat journalisten volledig in auteursrechtenvergoedingen worden betaald, voor zover aan de voorwaarden in de circulaire is voldaan, in het bijzonder wanneer het contract enkel de cessie van auteursrechten bepaalt en daarvoor de vergoeding regelt?

Ten slotte, kunt u bevestigen dat de circulaire ook van toepassing is op alle soortgelijke situaties sinds de invoering van de wet in 2008? Ik bedoel meer bepaald de situaties van vóór de publicatie van die rondzendbrief.

08.02 **Griet Smaers** (CD&V): Mijnheer de minister, eind 2014 zei u in antwoord op een mondelinge vraag over dit thema dat een rondzendbrief duidelijkheid op het terrein zou moeten brengen. Net zoals ik vreesde, heeft dit echter helemaal geen duidelijkheid op het terrein gebracht en blijft er een verschillende interpretatie door de diensten van de BBI en de diensten van de FOD die mee verantwoordelijk waren voor het uitbrengen van de rondzendbrief.

Het kan niet dat journalisten, in het kader van een onderzoek naar hun dossier, het slachtoffer worden van verschillende interpretaties door de diensten van de federale overheid en de dienst Financiën.

Mijnheer de minister, ik heb u hierover zes vragen gesteld die u kunt vinden in mijn schriftelijke weergave.

Ik hoop dat het antwoord nu wel meer duidelijkheid geeft over wie nu gelijk heeft in de behandeling van de dossiers en of er vooruitgang kan worden geboekt bij de afhandeling van dossiers die al lang strop zitten bij de BBI in het kader van deze problematiek.

08.03 Minister **Johan Van Overtveldt**: Mijnheer de voorzitter, mijnheer Dedecker, mevrouw Smaers, ik ben van oordeel dat de wet van 16 juli 2008 geen of in elk geval onvoldoende rechtszekerheid heeft gecreëerd. Integendeel, voor de wet van 2008 konden de inkomsten uit auteursrechten fiscaal op verschillende manieren worden gekwalificeerd.

Afhankelijk van de concrete omstandigheden in de interpretatie van de fiscale ambtenaren en rechters kon een dergelijk inkomen worden beschouwd als roerend inkomen, divers inkomen of beroepsinkomen. Sinds de inwerkingtreding van de wet vanaf 1 januari 2008 kunnen in bijna 95 % van de gevallen de inkomsten uit dergelijke rechten alleen als roerende inkomsten worden gekwalificeerd.

De bepalingen van de wet van 16 juli 2008 kunnen alleen worden toegepast wanneer het gaat om inkomsten verkregen uit de cessie of de concessie van auteursrechten en naburige rechten, alsook van de wettelijke en verplichte licenties die betrekking hebben op een werk van letterkunde of kunst dat door de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten of door een overeenkomstige bepaling in het buitenlands recht wordt beschermd.

De wet van 30 juni 1994, die tot de bevoegdheid van de FOD Economie behoort, geeft geen definitie van wat onder een werk van letterkunde en kunst moet worden verstaan, zodat het uiteindelijk aan de hoven en rechtbanken toekomt te beslissen wat wel of niet wordt beschermd.

Inzake de toepassing van de door de geachte leden aangehaalde rondzendbrief kan ik op algemeen vlak bevestigen dat, indien het contract enkel verwijst naar een cessie of een concessie van auteursrechten en niet naar de prestatie van de kunstenaar, de volledige vergoeding wordt geacht betrekking te hebben op de cessie of de concessie van auteursrechten.

De partijen zijn vrij te bepalen welk deel van de vergoeding betrekking heeft op auteursrechten en welk deel op prestaties. Zodra er geen twijfel is over het feit dat auteursrechten worden overgedragen, wat bij journalisten ongetwijfeld het geval is, kunnen de partijen vrij hun vergoeding omdelen of omslaan.

De in de rondzendbrief opgenomen bepalingen zijn van toepassing sinds de invoering van de bedoelde wet van 2008. Zij gelden dus ook voor situaties die dateren van vóór de publicatie van de desbetreffende rondzendbrief.

Het voorgaande geldt eveneens voor loontrekkende journalisten. Voor loontrekkers moet echter ook met de bepalingen uit het sociaal recht rekening worden gehouden.

Ik wens eraan te herinneren dat de Dienst Voorafgaande Beslissingen in fiscale zaken een autonome dienst binnen de FOD Financiën is. Ter zake is de dienst inzonderheid bevoegd voor het nemen van voorafgaande beslissingen in fiscale zaken, waardoor elke belastingplichtige de mogelijkheid krijgt om van de FOD Financiën op voorhand een standpunt te krijgen omtrent de fiscale gevolgen van een welbepaalde verrichting of situatie, die op fiscaal vlak nog geen uitwerking heeft gehad. De belastingplichtige is uiteraard vrij om al dan niet van de procedure gebruik te maken.

Tot slot kan ik nog vermelden dat bij de Algemene Administratie van de BBI met betrekking tot de problematiek van de auteursrechten journalisten, 61 dossiers op het werkplan zijn geplaatst. Bij de controle van die dossiers dient de BBI uiteraard rekening te houden met de bepalingen zoals opgenomen in de rondzendbrief waarvan sprake.

08.04 **Peter Dedecker** (N-VA): Mijnheer de minister, ik dank u voor uw uitgebreide en gedetailleerde antwoord.

Op het einde licht u toe dat de BBI rekening moet houden met de bepalingen die in de rondzendbrief zijn vermeld. Dat is een heel belangrijke toelichting en ik hoop dat zij daar ook is ontvangen.

U verwees ook naar de rulingdienst of de DVB.

Deze dienst is inderdaad bedoeld om op voorhand rechtszekerheid te krijgen, maar dit zou niet nodig mogen zijn. Dat spreekt voor zich. Ter zake hebt u al voldoende duidelijkheid gegeven.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

09 Interpellatie van mevrouw Barbara Pas tot de minister van Financiën over "de welvaartsoverdrachten van Vlaanderen naar Wallonië" (nr. 21)

09 Interpellation de Madame Barbara Pas au ministre des Finances sur "les transferts de richesse de la Flandre vers la Wallonie" (n° 21)

De **voorzitter**: De transfers, mevrouw Pas, het is lang geleden dat wij daarover gesproken hebben. U vraagt wat er met de 8 of 10 miljard euro aan transfers van Vlaanderen naar Wallonië aan de hand is.

09.01 Barbara Pas (VB): Inderdaad, voorzitter, u hebt het treffend samengevat. De transfers zijn taboe geworden. Zij worden doodgezwegen de jongste tijd, en iemand moet ze toch op de politieke agenda zetten.

Mijnheer de minister, jaarlijks verhuizen nog steeds ettelijke miljarden euro's van Vlaanderen naar Wallonië in de vorm van de zogenaamde transfers, die via verschillende kanalen lopen. Er wordt een onderscheid gemaakt tussen transfers via de sociale zekerheid, via de federale begroting en via de bijzondere financieringswet. In een aantal gevallen wordt ook de intrest op de schuldenlast daarbij geteld. Maar er is geen duidelijk beeld over de omvang van de transfers.

Er zijn nochtans al vele studies over de omvang van de transfers verschenen, studies van privé-instanties, van wetenschappelijke instellingen, van overheden. Uw partij heeft anderhalf jaar geleden nog een nieuwe studie uitgebracht. Het wetenschappelijk onderzoek ter zake wordt al een aantal jaren gevoerd door het VIVES-instituut van de KU Leuven, dat regelmatig met nieuwe cijfers naar buiten komt.

Ook kan ik verwijzen naar een studie die een aantal jaren geleden door de Vlaamse regering werd besteld.

Wij moeten echter vaststellen dat al deze studies tot uiteenlopende resultaten komen wat de omvang van de transfers betreft.

De studie van uw partij heeft het over 8 miljard euro aan transfers per jaar. Andere studies hebben het over 6 miljard euro. Er worden nog andere bedragen genoemd. Rekent men er de intrest op de schuldenlasten bij, dan gaat het om een bedrag tussen 12 en 16 miljard euro. Kortom, er zit heel wat verschil en ruis op de geschatte omvang van de transfers.

Er is in dit land ook al jaren discussie over omdat de onderzoekers vaststellen dat er noodzakelijk gegevens ontbreken zodat zij de transfers niet volledig en niet nauwkeurig in kaart kunnen brengen. Als men het debat hierover zuiver wil kunnen voeren moet men over onbetwistbare gegevens kunnen beschikken. De federale overheid lijkt mij daarvoor het meest aangewezen. U beschikt in principe over alle gegevens die deze problematiek in kaart kunnen brengen. U kunt, misschien als enige, ter zake volledige openheid van zaken en duidelijkheid brengen.

Het lijkt mij aangewezen dat u daarbij, net als de Vlaamse regering destijds heeft gedaan, de neutraliteit van de gebruikte methodes en de resultaten doet valideren door een validatiecommissie met externe experts, zodat alles onafhankelijk kan gebeuren.

Nog veel belangrijker dan het in kaart brengen van die transfers is de afbouw ervan. Het is een open deur intrappen als men zegt dat die transfers enerzijds de welvaart in Vlaanderen afkomen en anderzijds Wallonië in slaap wiegen, zoals een aantal Waalse professoren enkele jaren geleden reeds bevestigde.

Mijnheer de minister, ten eerste, heeft de federale administratie reeds concreet onderzoek verricht naar de geldstromen tussen de Gewesten? Zo ja, dan had ik graag de objectieve cijfers gekregen van die geldtransfers tussen de regio's.

Ten tweede, heeft de federale regering reeds onafhankelijk onderzoek laten verrichten naar de interregionale geldstromen, zowel in de specifieke deelgebieden als in zijn globaliteit? Zo ja, welke

onderzoeken zijn dat dan en wat waren de bevindingen?

Ten derde, overweegt u, in navolging van de Vlaamse regering enkele jaren geleden, om opdracht te geven aan de administratie om zowel de historische als de actuele transferproblematiek volledig in kaart te brengen? Bent u bereid de resultaten daarvan te laten controleren door een onafhankelijke validatiecommissie?

Ten slotte, bent u het met mij eens dat die transfers moeten worden afgebouwd? Neemt de federale regering of neemt u initiatieven om tijdens deze regeerperiode reeds een aanvang daarmee te nemen? Zo ja, dan ben ik heel benieuwd wat wij daarvan concreet mogen verwachten.

De **voorzitter**: Mijnheer de minister, wij kijken uit naar uw antwoord.

09.02 Minister **Johan Van Overtveldt**: Mijnheer de voorzitter, ik dacht dat dit bij elke vraag zo was.

De **voorzitter**: Maar dit is een belangrijke vraag, het is bijna twee jaar geleden dat ze nog gesteld werd.

09.03 Minister **Johan Van Overtveldt**: Mijnheer de voorzitter, mevrouw Pas, ten eerste, heeft de federale administratie reeds onderzoek verricht naar de geldstromen tussen de Gewesten? Wij hebben geen kennis van onderzoek dat door de federale administratie is verricht met betrekking tot de overdrachten tussen de Gewesten via de overheidsbegroting.

Ten tweede, heeft de federale regering reeds onafhankelijk onderzoek laten verrichten naar de interregionale geldstromen, zowel in de specifieke deelgebieden als in zijn globaliteit? Wij hebben evenmin kennis van onafhankelijk onderzoek dat op vraag van de federale regering is verricht met betrekking tot de overdrachten tussen de Gewesten via de overheidsbegroting.

De Nationale Bank van België heeft echter wel in 2008 op eigen initiatief een analyse gemaakt van de intergewestelijke overdrachten en solidariteitsmechanismen via de overheidsbegroting. Het betreft een eenmalige studie waarvan de resultaten in belangrijke mate berusten op de regionale rekeningen van de huishoudens die door de bank voor rekening van het Instituut voor de Nationale Rekeningen worden gepubliceerd.

De resultaten van deze analyse zijn gepubliceerd in het economisch tijdschrift van de bank van september 2008 en kunnen nog steeds geconsulteerd worden op de website van de Nationale Bank.

Uit dit door de Nationale Bank van België verrichte onderzoek naar de intergewestelijke overdrachten en solidariteitsmechanismen via de overheidsbegroting blijkt dat het Vlaams Gewest netto betaler is van intergewestelijke overdrachten, terwijl het Waals Gewest er netto ontvanger van is. Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest is eveneens netto bijdrager, zij het in meer beperkte mate.

Deze intergewestelijke overdrachten zijn in hoge mate een gevolg van verschillen in de bijdragecapaciteit per Gewest. De bijdragecapaciteit van de huishoudens ligt beduidend hoger in het Vlaams Gewest dan in de twee andere Belgische Gewesten. Dat komt door het hoge primaire inkomen van de huishoudens per inwoner in het Vlaams Gewest. Die verschillen zijn op hun beurt het gevolg van onder meer het feit dat de werkgelegenheidsgraad in het Vlaams Gewest aanzienlijk hoger ligt dan in de andere Gewesten.

In het Brussels Hoofdstedelijk Gewest wordt de relatief lage bijdragecapaciteit van de huishoudens evenwel ruimschoots gecompenseerd door de hoge bijdragecapaciteit van de ondernemingen die hun activiteit in dit gewest ontplooiën.

Wat uw derde vraag betreft, heeft de Nationale Bank in 2008 die studie uitgevoerd. Daarnaast zijn er tal van onderzoeksentiteiten die rond dit thema jaarlijks studies uitbrengen over de toekomstige en over de historische stromen. Deze studies zijn volgens mij een voldoende basis om het maatschappelijke debat hierover te kunnen voeren.

Ik kom tot uw vierde vraag. Welnu, deze regering geeft uitvoering aan de zesde staatshervorming die onder de vorige regering werd goedgekeurd. Een van de gevolgen daarvan is dat de intergewestelijke transferstromen zullen afnemen.

Wat misschien wel een zinvolle oefening zou kunnen zijn, is dat de Nationale Bank of een onderzoeksinstantie binnen enige tijd de effecten van die zesde staatshervorming in hun volledigheid zou trachten in kaart te brengen. Dat moet te gepasten tijde bekeken worden.

09.04 Barbara Pas (VB): Mijnheer de minister, u verwijst naar een studie van de Nationale Bank uit 2008 en die studie is mij niet onbekend. Die studie gaat alleen over de overheidsbegroting, dus over maar één aspect van de vele kanalen waarlangs de transfers lopen.

U zegt dat er al voldoende studies worden uitgevoerd door allerhande instanties, maar de insteek van mijn vraag is net dat al die studies mekaar tegenspreken. Ook ontbreken er telkens gegevens om een volledig correct beeld te krijgen van de juiste omvang van die transfers. Het is een gemiste kans dat u, die over al die gegevens beschikt, dat niet via uw administratie wilt laten uitvoeren.

Uw partij heeft tien jaar geleden met een actie vol media-aandacht in Strépy de toenmalige miljardentransfers onder de aandacht gebracht. Ik hoop dat dat niet louter voor de media-aandacht was, maar dat de inhoud van die boodschap wel degelijk relevant was. Ik begrijp dat dit niet in het regeerakkoord staat en dat het voor u niet eenvoudig is om uw partners in de regering ervan te overtuigen om iets aan de afbouw van die transfers te doen, maar ik vind het onbegrijpelijk van alle Vlaamse partijen dat juist in momenten van economische crisis en besparingen, die miljardenstromen worden doodgezwegen.

Ik zal u alleszins met een motie van aanbeveling een steuntje in de rug geven om binnen deze regering toch voldoende steun te vinden, al is het maar om de volledige omvang in kaart te brengen, zodat de discussie tenminste op een correcte en duidelijke manier gevoerd kan worden.

Moties Motions

De **voorzitter**: Tot besluit van deze bespreking werden volgende moties ingediend.
En conclusion de cette discussion les motions suivantes ont été déposées.

Een motie van aanbeveling werd ingediend door mevrouw Barbara Pas en door de heer Jan Penris en luidt als volgt:

“De Kamer,

gehoord de interpellatie van mevrouw Barbara Pas
en het antwoord van de minister van Financiën,

- gelet op de jaarlijkse miljardentransfers van Vlaanderen naar Wallonië;
 - gelet op de verschillende studies die daaromtrent tot op heden werden verricht;
 - overwegende dat deze studies erg uiteenlopende resultaten geven over de omvang van deze transfers ingevolge het ontbreken van een aantal gegevens;
 - overwegende dat de federale overheid de meest geschikte instantie is om klaarheid te scheppen in deze aangelegenheid aangezien zij over alle gegevens beschikt om hierin klaarheid te scheppen;
 - overwegende dat het belangrijk is om dienaangaande over onbetwiste cijfers te kunnen beschikken zodat het politieke debat daarover zuiver kan worden gevoerd;
 - overwegende dat het daartoe noodzakelijk is dat een onafhankelijke validatiecommissie van experts zich vooraf dient uit te spreken over de correctheid van de gehanteerde methodologie en de onderzoeksresultaten;
 - overwegende dat het dringend nodig is om deze transfers af te bouwen,
- vraagt de minister van Financiën
- de administratie een onderzoek te laten verrichten naar de historische en actuele geldstromen tussen de Gewesten;
 - de onderzoeksmethode en de onderzoeksresultaten daarvan te laten valideren door een valideringscommissie bestaande uit onafhankelijke en externe experts in de materie;
 - initiatieven te nemen ten einde een aanvang te nemen met de afbouw van deze geldstromen.”

Une motion de recommandation a été déposée par Mme Barbara Pas et par M. Jan Penris et est libellée comme suit:

“La Chambre,

ayant entendu l'interpellation de Mme Barbara Pas

et la réponse du ministre des Finances,

- vu les transferts qui s'opèrent annuellement à concurrence de plusieurs milliards d'euros de la Flandre vers

la Wallonie;

- vu les différentes études qui ont été réalisées jusqu'à présent sur ce sujet;
 - considérant qu'en raison de l'absence de certaines données, ces études aboutissent à des résultats très différents quant à l'ampleur des transferts;
 - considérant que le gouvernement fédéral, puisqu'il dispose de toutes les données requises, est l'instance la plus indiquée pour faire la clarté sur le sujet;
 - considérant qu'il est important de disposer sur ce point de chiffres incontestés de manière à pouvoir mener avec justesse le débat politique y afférent;
 - considérant qu'il est nécessaire à cette fin qu'une commission de validation indépendante composée d'experts se prononce préalablement sur l'exactitude de la méthode appliquée et sur les résultats de l'étude;
 - considérant qu'il est urgent de mettre un terme à ces transferts,
- demande au ministre des Finances
- de faire réaliser par l'administration une étude sur les flux financiers historiques et actuels entre les Régions;
 - de faire valider la méthode d'analyse et les résultats de cette étude par une commission de validation composée d'experts en la matière, qui seront indépendants et externes;
 - de prendre des initiatives pour commencer à mettre un terme à ces flux financiers."

Een eenvoudige motie werd ingediend door de dames Sophie Wilmès en Veerle Wouters en door de heren Éric Van Rompuy en Luk Van Biesen.

Une motion pure et simple a été déposée par Mmes Sophie Wilmès et Veerle Wouters et par MM. Éric Van Rompuy et Luk Van Biesen.

Over de moties zal later worden gestemd. De bespreking is gesloten.

Le vote sur les motions aura lieu ultérieurement. La discussion est close.

10 Question de M. Alain Mathot au ministre des Finances sur "la nouvelle Tour des Finances de Liège" (n° 2258)

10 Vraag van de heer Alain Mathot aan de minister van Financiën over "de nieuwe Financietoren te Luik" (nr. 2258)

10.01 Alain Mathot (PS): Monsieur le président, monsieur le ministre, comme vous le savez, le processus de déménagement d'une partie des services du SPF Finances a eu lieu il y a environ deux semaines. Une cinquantaine de personnes sont installées dans la Tour des Finances. À terme, il y aura 1 100 fonctionnaires qui travailleront dans la nouvelle tour. Il convient de s'assurer que ces 1 100 personnes soient installées dans les meilleures conditions de travail possibles. C'est la moindre des choses quand on arrive dans un nouveau bâtiment même si je sais que les nouveaux bâtiments doivent faire leur jeunesse. Certains aménagements doivent parfois être faits.

Néanmoins, certaines questions se posent. Nous avons appris qu'il y avait de nombreux défauts dans ce bâtiment, notamment des vitres brisées. Il existerait également un problème au niveau du nettoyage. L'équipe de 15 personnes qui devait être engagée pour effectuer cette tâche ne l'a pas été faute de budget. Les fonctionnaires ont également vu leur fontaine d'eau potable remplacée par des distributeurs automatiques et payants. Les agents se seraient également vus interdire de décorer leur bureau ou d'apporter une plante verte. Les fonctionnaires de cette nouvelle implantation s'inquiètent également du fait que le bâtiment n'est surveillé que par un seul agent de sécurité alors qu'il s'agit d'un bâtiment public avec toutes les craintes que l'on peut avoir face à ce type d'institution. Des militaires ont en effet été déployés dans pas mal d'endroits et ici il n'y a qu'un seul gardien. Est-ce suffisant pour un tel bâtiment qui va abriter plus de 1 000 fonctionnaires?

Le déménagement aura coûté 500 000 euros et le loyer annuel est de 5,9 millions d'euros, ce qui n'est quand même pas rien.

Monsieur le ministre, me confirmez-vous que les agents ont interdiction de décorer leur espace de travail? Quels éléments justifient une telle décision? Sans aller dans l'excès, une certaine touche personnelle peut être intéressante. Est-il exact qu'il y ait des problèmes d'étanchéité? Quand seront installés tous les équipements en ce compris la cuisine? La sécurité autour de cette nouvelle implantation sera-t-elle renforcée?

Entre-temps, par rapport à la question que j'ai déposée, d'autres informations sont parues. Je puis

comprendre que vous n'avez pas les réponses à celles-ci mais il semblerait que des imprimantes soient installées dans la cafétéria. Je puis comprendre qu'on essaye d'utiliser le moindre espace mais je me demande si cela est tout à fait normal.

Enfin, il paraît que l'accès aux deuxième et troisième sous-sols est inaccessible. Est-ce vrai? Si oui, pour quelle raison?

10.02 Johan Van Overtveldt, ministre: Monsieur Mathot, s'agissant de la décoration des bureaux, aucune interdiction – aucune, je le souligne – n'a été formulée. Les seules restrictions concernent les éléments pouvant abîmer durablement les revêtements muraux et les cloisons, par exemple les punaises ou les clous.

Un système de cimaises est prévu pour l'affichage des services. Par souci de commodité, il a été également demandé aux agents de limiter la taille des plantes présentes dans le bâtiment.

Au sujet des défauts constatés dans le bâtiment, la Régie des Bâtiments – qui en est le propriétaire – et l'entrepreneur ont procédé à une réception provisoire des travaux. À la suite de celle-ci, des remarques, qui ne remettaient pas en cause la mise à disposition du bâtiment, ont été émises. L'entrepreneur doit corriger ces défauts endéans les 180 jours. Ceci concerne notamment les carreaux cassés, qui seront ainsi remplacés. Les problèmes d'étanchéité sont, pour la plupart, résolus et suivis de manière très attentive par la Régie, l'entrepreneur et l'occupant, c'est-à-dire le SPF Finances.

À propos des installations et des équipements, y compris la cuisine, le SPF Finances dispose de trois mois, c'est-à-dire jusqu'à la fin mars, pour libérer trois des bâtiments environnants, qui sont les plus importants: le centre administratif de l'État, sis rue du Paradis, et les bâtiments installés rue Sualem à Liège et rue Large à Chênée. Les déménagements, concernant environ 900 personnes sur les 1 100 prévues, s'étalent ainsi sur cette période.

Le caractère incrémental de notre prise de possession des lieux se traduit par l'installation progressive des équipements.

Quant à la cuisine, il s'agit du déménagement temporaire d'une partie de l'ancienne installation afin de garantir un service réduit dans l'attente de l'installation définitive de la nouvelle cuisine, pour laquelle la Régie des Bâtiments gère le cahier des charges.

Au sujet de la sécurité au sein du bâtiment, un agent de sécurité est prévu toute l'année, les jours ouvrables de 08 h 00 à 19 h 00. Un autre agent viendra renforcer cet effectif durant le mois de juin de 08 h 00 à 15 h 00, durant la période de forte affluence, celle des déclarations fiscales. Le bâtiment sera équipé d'un système de vidéosurveillance externe et interne au niveau de la salle d'attente et du *front office*. Les bureaux sont équipés de boutons-poussoirs anti-panique qui permettent d'avertir le garde de sécurité en cas de comportement menaçant d'un contribuable. Il n'est pas prévu de renforcer ce dispositif de sécurité, jugé suffisant.

10.03 Alain Mathot (PS): Monsieur le ministre, je vous remercie de votre réponse. J'ai bien compris les éléments concernant les réceptions provisoires.

Il reste deux choses en suspens dans les questions que j'ai posées. Il y a d'abord la problématique du nettoyage. Selon mes informations, quinze personnes étaient prévues et elles n'auraient pas été engagées, faute de budget. Je me demande donc comment le bâtiment sera nettoyé.

Ensuite, on aurait remplacé l'accès à une fontaine d'eau potable par un distributeur payant.

Je reviendrai vers vous sur ce sujet.

L'incident est clos.
Het incident is gesloten.

11 Question de M. Alain Mathot au ministre des Finances sur "la disponibilité de collatéral de qualité pour les établissements de crédit de droit belge" (n° 2259)

11 Vraag van de heer Alain Mathot aan de minister van Financiën over "de beschikbaarheid van solide zekerheden voor kredietinstellingen naar Belgisch recht" (nr. 2259)

11.01 Alain Mathot (PS): Monsieur le président, monsieur le ministre, depuis la crise des *subprimes*, l'aversion au risque d'une grande majorité des acteurs financiers s'est largement accrue. Ceux-ci sont en effet de plus en plus désireux de sécuriser les transactions financières avec des collatéraux de qualité.

Parallèlement à ce phénomène, l'adoption de nouvelles règles prudentielles, notamment celles qui concernent les transactions sur produits dérivés, a également imposé une plus grande sécurisation de celles-ci. En conséquence, l'appétit des acteurs financiers pour le collatéral de qualité n'a cessé de croître ces dernières années. La situation est telle que certains experts n'hésitent pas à parler de pénurie de collatéraux de qualité c'est-à-dire les actifs financiers considérés comme très liquides et peu risqués.

Cette rareté croissante pourrait avoir des conséquences néfastes pour la stabilité du système financier. Tout d'abord, cela contribuera certainement à augmenter la complexité et l'opacité des actifs placés en garantie. Ensuite, cela pourrait également avoir un impact négatif sur l'offre de crédits émanant des banques. Dès lors, monsieur le ministre, quelle est la situation des établissements de crédit de droit belge dans ce domaine? Pensez-vous que la politique d'assouplissement quantitatif initiée par la BCE pourrait renforcer cette pénurie?

11.02 Minister Johan Van Overtveldt: Monsieur Mathot, avant toute chose, il faut que je m'excuse parce que par erreur, on a préparé la réponse en néerlandais. Je vais vous la donner de façon pas trop rapide car il s'agit d'une matière relativement technique.

Er dient te worden opgemerkt dat Belgische kredietinstellingen momenteel slechts in beperkte mate een beroep doen op de liquiditeitverstrekkende kredietoperaties van het Eurosysteem. Voor dergelijke operaties is de lijst van de door het Eurosysteem aanvaarde waarborgen vrij ruim. De kredietinstellingen kunnen — en doen dat voor hoge bedragen — waarborgen neerleggen die niet of enkel op hun eigen initiatief binnen de aankoopprogramma's van het Eurosysteem vallen. De Belgische banken hebben een zeer significante marge inzake de beschikbare en momenteel niet aangewende waarborgen. Eind 2014 hadden zij bij de Nationale Bank waarborgen neergelegd voor een bedrag in de orde van 140 miljard euro terwijl zij voor minder dan 6 miljard euro krediet hadden opgenomen.

Wat uw tweede vraag betreft, onder het uitgebreid aankoopprogramma van het Eurosysteem zullen effectief significante volumes aan effecten worden verworven die als waarborg van hoge kwaliteit gekenmerkt staan. De Raad van Gouverneurs van het Eurosysteem van de Europese Centrale Bank heeft echter beslist dat deze effecten opnieuw beschikbaar zullen worden gemaakt voor de markt onder de vorm van effectenbeleningsactiviteit.

Mocht er dus tijdens de looptijd van het programma een tekort in de markt ontstaan voor een specifiek effect, dan kan dat tijdelijk worden ontleend bij het Eurosysteem mits het in waarborg geven van een ander effect dat door het Eurosysteem wordt aanvaard als waarborg. In dat opzicht zullen tekorten van specifieke effecten dus worden vermeden.

11.03 Alain Mathot (PS): Monsieur le ministre, je vous remercie pour votre réponse. J'ai bien compris l'ensemble. Mais serait-il possible de me transmettre une traduction pour être certain de la compréhension? Le cas échéant, je reviendrai pour poser d'autres questions.

*L'incident est clos.
Het incident is gesloten.*

12 Question de Mme Sophie Wilmès au ministre des Finances sur "le double encodage facture/ticket de caisse pour les prestataires de livraison de repas aux entreprises" (n° 2300)

12 Vraag van mevrouw Sophie Wilmès aan de minister van Financiën over "de dubbele inboeking van een factuur en een kasticket voor leveringen van maaltijden aan bedrijven" (nr. 2300)

12.01 Sophie Wilmès (MR): Monsieur le président, monsieur le ministre, l'utilisation des caisses enregistreuses agréées est actuellement en cours d'implémentation par le secteur horeca.

L'exploitant d'un établissement où sont consommés régulièrement des repas ainsi que le traiteur qui effectue régulièrement des prestations de restauration sont tenus de délivrer au client, assujetti ou non assujetti, le ticket de caisse prévu à l'arrêté royal du 30 décembre 2009 fixant la définition et les conditions auxquelles

doit répondre un système de caisse enregistreuse dans le secteur horeca, pour toutes leurs activités horeca, y compris les livraisons de repas à domicile.

Une tolérance administrative avait été prévue, suivant une circulaire émise en 2010 expliquant que "l'exploitant devra délivrer un ticket de son système de caisse enregistreuse pour toutes les opérations effectuées quelle que soit leur nature et quelle que soit la qualité du client. Cependant, si le client est un assujetti ou une personne morale non assujettie, aucun système de caisse enregistreuse ne devra être établi, pour autant que la facture complète soit délivrée au moment de l'achèvement du service".

Cette tolérance administrative a été abrogée et remplacée par une autre circulaire en 2014, qui prévoit que le ticket de caisse doit être délivré quelle que soit la qualité du client: "L'émission d'une facture ne peut jamais remplacer la délivrance d'un ticket de caisse d'un système de caisse enregistreuse, pas même lorsque la facture est émise à l'achèvement du service ou au moment de la livraison."

Il est également expliqué dans cette circulaire que "lorsque le client est un assujetti ou une personne morale non assujettie, une facture doit toujours être émise en plus du ticket de caisse du système de caisse enregistreuse. La délivrance d'un ticket de caisse d'un système de caisse enregistreuse ne peut dès lors jamais remplacer l'émission d'une facture. Cette facture doit être reprise dans le facturier de sortie".

Vous comprenez bien la différence entre la tolérance administrative initiale et la circulaire actuelle. Si les conclusions que l'on peut en tirer sont exactes, dans le cas de livraisons de repas à domicile, avec établissement de facture par après, les prestations sont comptabilisées deux fois.

Ceci implique que, au moment de compléter la déclaration à la TVA, le montant de cette opération doit être porté en diminution du chiffre d'affaires total repris dans le système de caisse enregistreuse afin que l'opération en question ne soit pas reprise deux fois. Tout ceci entraîne un surplus de travail administratif important, inutile et probablement source d'erreurs administratives.

Monsieur le ministre, ma question est assez simple. Étant donné cette problématique, avez-vous dans votre caisse à outils une solution pour pallier ce problème particulier?

12.02 Johan Van Overtveldt, ministre: Monsieur le président, madame Wilmès, ma réponse se fera en deux parties.

Premièrement, un ticket de caisse et une facture ont des rôles nettement différents et ne sont pas substituables. Le ticket de caisse est un document de contrôle qui permet de constater la bonne exécution d'une opération au moment où elle est effectuée tandis que la facture constate en principe une opération imposable. Cette facture doit être délivrée si une livraison de biens ou une prestation de services a été effectuée par un assujetti agissant dans le cadre de son activité économique.

Or, l'émission d'un ticket de caisse produit par le système de caisse enregistreuse (SCE) ne peut pas remplacer une facture et vice versa. De même, un tel ticket SCE ne peut pas être considéré comme une facture simplifiée, celle-ci devant obligatoirement contenir le numéro d'identification à la TVA de l'acquéreur ou du preneur ou, à défaut, ses nom ou dénomination sociale et adresse complète.

En conséquence, l'exploitant soumis au système de caisse enregistreuse doit obligatoirement délivrer un ticket SCE considéré comme un document de contrôle, quelle que soit la qualité du client et, en outre, émettre une facture à chaque fois que son client est un assujetti ou une personne morale non assujettie.

Deuxièmement, le système de caisse enregistreuse est plus efficient et réduit les risques d'erreur. Ce nouveau système évite la délivrance des notes ou reçus qui, dans l'ancien système, nécessitaient certaines mentions manuscrites, à savoir le nombre de repas consommés ainsi que la répartition du montant dû entre les repas et les boissons. Il génère aussi des rapports résumant le chiffre d'affaires journalier évitant un travail fastidieux en fin de service qui, lui, est propice aux erreurs.

Dans votre exemple, il y aura certes un travail extra-comptable lors de la déclaration de TVA mais qui consistera à simplement soustraire le montant des factures émises du montant total repris dans le système de caisse enregistreuse.

On ne peut donc pas parler d'un surplus net de travail par rapport au système précédent.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

13 **Samengevoegde vragen van**

- de heer Peter Buysrogge aan de minister van Financiën over "de scanapparatuur in de Antwerpse haven" (nr. 2323)

- de heer Jan Penris aan de minister van Financiën over "de panne van de douanescanner in de Antwerpse haven" (nr. 2324)

13 **Questions jointes de**

- M. Peter Buysrogge au ministre des Finances sur "les scanners dans le port d'Anvers" (n° 2323)

- M. Jan Penris au ministre des Finances sur "le scanner défectueux des douanes dans le port d'Anvers" (n° 2324)

13.01 **Peter Buysrogge** (N-VA): Mijnheer de minister, ook u bent er wellicht van overtuigd dat de veiligheid in de haven zeer belangrijk is. De douane levert al jaren puik werk in het kader van de controle van alle in- en uitgaande trafiek. Zeker in tijden van terrorisme en internationale dreiging is de beveiliging van onze haven als toegangspoort tot Europa cruciaal.

De douane beschikt in de haven van Antwerpen over vier scanners. De belangrijkste scanner staat in de Waaslandhaven, op linkeroever aan de grensinspectiepost. Op jaarbasis scant die ongeveer 30 000 containers. De internationale norm bedraagt 32 000. Dat toestel haalt die norm dus bij benadering.

U liet mij in antwoord op een schriftelijke vraag eerder deze legislatuur weten dat er in 2013 28 979 scaninspecties uitgevoerd werden en in 2014, tot eind september, 25 305. Gemiddeld worden – dit liet u mij toen ook weten – op jaarbasis een driehonderdtal dossiers met inbreuken vastgesteld. Eén vaststelling komt dikwijls overeen met meerdere inbreuken. Het aantal inbreuken ligt dus nog hoger dan het aantal dossiers.

De andere toestellen hebben een eerder beperkte scancapaciteit. Sedert 19 januari is er een probleem met het belangrijkste scantoestel. Het zou niet langer operationeel zijn. Blijkbaar is waterschade een van de oorzaken. Als men weet dat het toestel gemiddeld ongeveer 2 500 containers op maandbasis scant, dan loopt de haven naar mijn aanvoelen, zeker in de containertrafiek van de Waaslandhaven, een risico dat geen enkele goed menende persoon of instelling wenst te lopen.

Ik wil beklemtonen dat het voor mij geen centenkwestie is. Het is geen kwestie van gederfde inkomsten, het is vooral een veiligheidskwestie. Illegale handel, terrorisme en internationale dreiging, wij hebben er allemaal de mond van vol.

Ik vernam dat de douane een aantal herschikkingen doorgevoerd heeft om die tijdelijke situatie op te vangen. De mobiele scanner, met een lagere capaciteit, wordt daarvoor nu ingezet, maar de consequentie is natuurlijk dat die elders niet inzetbaar is.

Mijnheer de minister, hoe komt het dat de scanner niet langer werkt? Is waterschade de oorzaak? Hoe komt dat? Wie is daarvoor verantwoordelijk? Gaat het over een disfunctie? Komt het door werken van derden of is het een eigen vergissing? Wie zal de herstelling betalen? Wanneer zal de scanner opnieuw operationeel zijn? Hoe worden die toestellen onderhouden? Gebeurt dat door eigen diensten of met een onderhoudscontract? Dat interesseert mij wel.

Het tweede luik van mijn vragen betreft de gevolgen op korte termijn. Hoeveel containers zijn er sinds de panne van 19 januari gescand? Hoe verhoudt zich dat tot het gemiddelde in een normale periode? Welke toestellen worden er nu ingezet?

Waarmee houden de ambtenaren die normaal de vaste scanners bedienen – dat zouden er minstens vijf per dienst zijn – zich nu bezig? Wordt er ook gekeken naar andere scancapaciteit om tijdelijk te worden ingezet, bijvoorbeeld de scanners in Zeebrugge?

Ten derde, wat een structurele oplossing op lange termijn betreft, welke investeringen of andere initiatieven plant u om dergelijke problemen te voorkomen?

Mijnheer de minister, ik heb meer vragen gesteld dan in mijn schriftelijke neerslag. Ik begrijp dat u niet op elk

detail van mijn vraag een antwoord kunt verschaffen, maar ik kijk toch uit naar uw antwoord.

13.02 Jan Penris (VB): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, collega Buysrogge heeft het probleem op een adequate manier geschetst.

Ik wil echter een zaak duidelijk maken. Ik denk niet dat de Antwerpse haven op dit moment douanetechnisch een kaas met gaten is. De douane blijft werken en de veiligheid in de Antwerpse haven blijft gegarandeerd.

Er is wel een probleem. Er treden vertragingen op. Mijnheer de minister, in Antwerpen is er een woord dat we niet graag horen, en dat is het woord “traag”. Wij zijn allergisch voor dat woord. De havenbedrijven – de klanten van de haven – maken zich terecht zorgen over mogelijke vertragingen die naar aanleiding van deze panne zijn ontstaan.

Mijn vragen sluiten aan bij die van collega Buysrogge.

Wat is de oorzaak van de panne? Het zou met waterinsijpeling te maken hebben. Hoe kan dat? Zullen we daarmee in de toekomst nog worden geconfronteerd? Heeft dat te maken met de plaats waar die scan stond opgesteld?

Wat zullen we doen om te vermijden dat dezelfde fouten zich in de toekomst zouden herhalen? Wat zullen we doen om de vertraging die wij op dit moment mogelijk oplopen, niet meer te moeten meemaken in de heel nabije toekomst?

13.03 Minister Johan Van Overtveldt: Mijnheer de voorzitter, collega's, op 19 januari zijn de ondergrondse ruimtes van de dubbele scantunnel op Antwerpen Linkeroever onder water gelopen, waarbij schade werd veroorzaakt aan de detectorlijnen.

Uit een eerste externe expertise blijkt dat een externe oorzaak aan de basis ligt van dit schadegeval. Op dit moment loopt de expertise om hierover verder en meer specifiek uitsluitsel te krijgen, zodat kan worden vastgesteld wat de oorzaak van de wateroverlast is geweest.

In overleg met de constructeur van de scanner wordt een oplossing gezocht om de scanner zo spoedig mogelijk terug op een duurzame wijze op te starten. De exacte kostprijs van de herstelling kan pas worden bepaald wanneer alle componenten van de scanner uitgetest zijn. Dan pas kan blijken welke onderdelen voor hergebruik in aanmerking komen en welke onderdelen definitief verloren zijn en dus moeten worden vervangen.

Door het uitvallen van de dubbele scantunnel verminderde de controlecapaciteit onmiddellijk na de feiten met ongeveer de helft.

De volgende maatregelen werden getroffen om het aantal controles zo snel mogelijk en zoveel mogelijk op peil te houden.

Ten eerste werd de noodprocedure ingesteld en werden de selecties “scan plus fysiek” waar mogelijk fysiek geverifieerd zonder scan.

Ten tweede, de grote mobiele scanner en de zogenaamde *backscatter* worden ingezet voor de controles die effectief een scanning vereisen. De containers met de selecties “enkel scan” die zich aanbieden op de grensinspectiepost Linkeroever worden voor scanning doorverwezen naar de vaste scanning op Rechteroever.

Wat de schaderaming betreft, wanneer een scanbeeld als niet-conform of verdacht wordt beschouwd, wordt de betrokken vracht doorverwezen naar de verificatiedienst. Een enkele vaststelling kan betrekking hebben op meerdere inbreuken van zowel fiscale als niet-fiscale aard. Daarnaast heeft de inzet van scanners een niet te onderschatten ontradend effect gehad ten aanzien van potentiële fraudeurs en terroristen. Bijgevolg zou een schaderaming louter op basis van gedeferde fiscale inkomsten, die ik trouwens op dit moment niet heb, geen reëel beeld geven van de werkelijk geleden schade.

13.04 Peter Buysrogge (N-VA): Mijnheer de minister, ik dank u voor uw antwoord.

Een defect aan een toestel kan altijd voorvallen. De douane moet goed nadenken hoe zulke risico's in de toekomst kunnen worden voorkomen.

Ik heb begrepen uit uw antwoord dat er nu wat meer ambachtelijk wordt gewerkt, dat er meer op de klassieke manier wordt gewerkt dan hedendaagse technieken toelaten. Dat is een noodzakelijk kwaad. Het is toch belangrijk dat er ook op dit moment goede controles gebeuren.

Goed onderhoud is van belang voor elke apparatuur. Indien wij op een of andere manier besparen op onderhoud, bedriegen wij onszelf op de lange termijn. Ik pleit er dan ook voor om een degelijk onderhoudsbeleid uit te werken.

U hebt niet helemaal geantwoord op mijn vraag over de strategische visie van de douane. Ik begrijp dat het vooral van belang is om eerst op korte termijn te kijken hoe het probleem kan worden opgelost. Het is echter ook van belang om op langere termijn verder te kijken hoe de scan capaciteit zo optimaal mogelijk kan worden aangewend in de haven en daarbuiten.

13.05 Jan Penris (VB): Mijnheer de minister, uw administratie is uiteraard in contact met de constructeur van de scanapparatuur. Heeft de constructeur laten weten wanneer de apparatuur gerepareerd zal zijn? Daarover wordt immers druk gespeculeerd in de vakpers.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

14 Vraag van de heer Luk Van Biesen aan de minister van Financiën over "de hoteldiensten" (nr. 2337)

14 Question de M. Luk Van Biesen au ministre des Finances sur "les services d'hôtellerie" (n° 2337)

14.01 Luk Van Biesen (Open Vld): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, het gaat niet over het kortstondig gebruik van hoteldiensten, maar toch een beetje. Niet dat dit een regelmatige frequentie van uw dienaar is, maar toch denk ik dat elke onzekerheid op alle vlakken moet worden weggewerkt, ook in deze commissie.

Het verschaffen van gemeubelde logies in hotels, motels en inrichtingen waar aan betalende gasten onderdak wordt verleend, is onderworpen aan btw. Dat is een beslissing van 1999 van de btw-administratie.

De verhuur van vakantieverblijven gebeurt op basis van die beslissing onder toepassing van de btw wanneer er onthaal is van de gasten en deze ontvangst wordt verzekerd gedurende minstens een groot gedeelte van de dag. Bovendien moet minstens een van de volgende diensten worden verstrekt, namelijk het regelmatig schoonmaken van de kamers, het verschaffen en vervangen van linnen en het verschaffen van het ontbijt op de kamers of in de inrichting.

In een arrest van 22 juni 2012 echter heeft het Hof van Cassatie zich uitgesproken over het toepassingsgebied van de btw-vrijstelling voor onroerend verhuur. Het Hof van Cassatie besluit dat een vennootschap die in essentie huisvesting aan haar gasten verschaft, vergezeld van enkele bijkomende diensten zoals elektriciteit, gas, opkuis bij het einde van de huur en die voor het onthaal van de gasten een beroep doet op een derde vennootschap, die de sleutel aan de gasten overhandigt samen met een check-in waarop onder meer het elektriciteitsverbruik moet worden genoteerd, diensten verricht die van dezelfde aard zijn als hoteldiensten. Deze dienst beantwoordt niet aan alle voorwaarden, zoals opgenomen in deze beslissing, maar het Hof van Cassatie besluit dat dit toch aan btw is onderworpen.

De discrepantie tussen de uitspraak van het Hof van Cassatie en het standpunt van de btw-administratie leidt tot enige rechtsonzekerheid in de sector.

Mijnheer de minister, bent u het met mij eens dat aan deze toestand van rechtsonzekerheid een einde moet komen?

Handhaaft de btw-administratie haar huidige standpunt of treedt zij de zienswijze van het Hof van Cassatie bij? Indien de btw-administratie de zienswijze van het Hof van Cassatie bijtreedt, zal voormelde beslissing dan formeel worden ingetrokken via een publicatie op Fisconetplus?

14.02 Minister Johan Van Overtveldt: Mijnheer de voorzitter, het verstrekken van accommodatie in hotels

of in sectoren met een soortgelijke functie wordt overeenkomstig de btw-richtlijn uitgesloten van de vrijstelling van de btw voor de huur van onroerende goederen. Deze bepalingen zijn in Belgisch recht omgezet.

De uitdrukking "sectoren met een soortgelijke functie" moet overeenkomstig de rechtspraak van het Europees Hof van Justitie ruim worden uitgelegd. Het doel van die bepaling is volgens het Hof ervoor te zorgen dat het tijdelijk verstrekken van logies op een manier die gelijkaardig is aan de manier waarop dit in een hotel gebeurt, op het vlak van de btw gelijk moet worden behandeld.

Het onderscheid tussen een belaste dienst inzake het verstrekken van gemeubeld logies, enerzijds, en een vrijgestelde onroerende verhuur, anderzijds, is dus een feitenkwestie. In de Europese rechtspraak wordt ook erkend dat het de lidstaten toekomt om de criteria in te voeren die zij passend achten om het onderscheid tussen een belaste terbeschikkingstelling van accommodatie en een vrijgestelde onroerende verhuur aan te brengen.

De administratieve commentaar bevat in die zin een aantal minimale criteria, waarvan mijn administratie van oordeel is dat ze noodzakelijk zijn om te kunnen spreken van een sector die diensten verstrekt, gelijkaardig aan de wijze waarop dat gebeurt in een hotelbedrijf en waarop dus in principe btw verschuldigd is.

In de zaak waaraan u refereert heeft het Hof van Cassatie het dossier doorverwezen naar het hof van beroep van Brussel, dat nog geen uitspraak heeft gedaan. Het is dan ook voorbarig nu reeds definitieve conclusies te trekken.

Het administratieve standpunt blijft dan ook vooralsnog behouden.

14.03 Luk Van Biesen (Open Vld): Ik dank u voor uw duidelijk antwoord, mijnheer de minister.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

De **voorzitter**: Vraag nr. 2370 van mevrouw Demir is omgezet in een schriftelijke vraag.

15 Vraag van de heer Peter Dedecker aan de minister van Financiën over "Dexia" (nr. 2378)

15 Question de M. Peter Dedecker au ministre des Finances sur "Dexia" (n° 2378)

15.01 Peter Dedecker (N-VA): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, vorige week heeft Dexia zijn jaarresultaat 2014 bekendgemaakt. Wanneer wij het jaarresultaat van Dexia krijgen, worden wij natuurlijk niet echt vrolijk van het lezen ervan. Wanneer wij het lezen, is er meestal weinig positief nieuws te melden. Er blijft onzekerheid hangen rond de verwezenlijking van het businessplan.

Ik heb alle respect voor het werk dat Karel De Boeck bij Dexia heeft verzet en wat hij er heeft gedaan. Het is immers niet de meest evidente job. Het is meestal ook niet de job die op applaus zal worden onthaald. Ik heb dus alle respect voor zijn werk.

Ik heb echter wel een aantal problemen met een van zijn uitspraken. Hij stelt immers dat Dexia geen vuurspuwende draak meer is. Dexia is nog slechts een aanstekertje.

Dat is een heel vreemde reactie van de heer De Boeck. Dexia blijft immers nog altijd de molensteen rond onze nek, wanneer wij kijken naar de omvangrijke portefeuille aan swapposities en swapcontracten die Dexia heeft. Voor die swaps moeten steeds meer onderpanden worden gepost, waardoor ook de balans met nog eens 24 miljard euro is gestegen. Wij voeren hier discussies over een *tax shift* van 2 miljard euro of van 5 miljard euro. Bij Dexia spreken wij van een verhoging van de balans zomaar even 24 miljard euro, wat van een andere grootteorde is.

Er zijn nog een aantal andere problemen. De balansstructuur kent nog een aantal structurele onevenwichten en heeft nog altijd behoorlijk wat problemen om die onevenwichten sinds de aanvang van de ontmanteling te verhelpen. Er zijn ook nog een aantal problemen met bepaalde reglementaire ratiopunten over de looptijd van de ontmanteling. Men is niet zeker dat ze zullen worden nageleefd. Het businessplan is uiteraard heel gevoelig aan de macro-economische omgeving en de stand van de rente, om maar het minste probleem ter zake te noemen.

Wij mogen ook niet vergeten dat, indien de financieringscapaciteit op de markten zou verminderen, Dexia naar duurere financieringsbronnen zal moeten teruggrijpen, met alle gevolgen voor de rentabiliteit vandien.

Daarom heb ik een paar vragen voor u.

Ten eerste, welke bijsturingen heeft Dexia op basis van de genoemde resultaten en de huidige marktomstandigheden aan zijn businessplan gemaakt? Kan de bank vasthouden aan het businessplan dat op 9 oktober 2014 in de raad van bestuur is goedgekeurd?

Wanneer komen de verantwoordelijken het plan voorstellen aan het Parlement?

Dat is een meer algemene vraag, die ook aan de commissievoorzitter is gericht. In het verleden kregen wij heel regelmatig een update van de stand van zaken bij Dexia. Het zou niet slecht zijn, mocht dat hier in het Parlement opnieuw worden gedaan. Het gaat immers over een heel groot en omvangrijk dossier. Daarom vraag ik ook om die update te krijgen.

Dexia gaat ook uit van het behoud van de bankvergunning van de verschillende entiteiten en van het behoud van de rating van Dexia Crédit Local, het monstertje van Dexia. Acht u die veronderstellingen realistisch?

Ondertussen is de afhankelijkheid van de staatswaarborgen gestegen, mede dankzij het feit dat de bank meer *collateral* moest posten. Ook de financiering via de Europese Centrale Bank is gestegen.

Wat is uw inschatting van de gevolgen ter zake voor de Belgische waarborg?

De stijging van de staatsgewaarborgde financiering is vrij onverwacht. Men had verwacht dat die zou zakken en Karel De Boeck had dat ook zo aangekondigd. Als wij een glazen bol hadden, dan zouden we dat natuurlijk op voorhand hebben geweten. Hoe ziet u die afhankelijkheid verder evolueren op korte en middellange termijn, voor zover het mogelijk is om daarover een voorspelling te doen in de huidige situatie van lage rentes?

Uiteraard kan ook een Grexit een invloed hebben op de verdere afwikkeling van Dexia. Voorlopig lijkt er geen Grexit te komen. In hoeverre is er bij Dexia wel al rekening gehouden met een dergelijk scenario en wat zijn de belangrijkste gevolgen? Gelet op uw kennis van dat dossier, hoef ik u er niet aan te herinneren dat Dexia niet toevallig de bank was met bijzonder veel Grieks staatspapier. Die positie is al heel sterk afgebouwd in de voorbije jaren, onder meer door het beleid van Karel De Boeck, maar het is nog altijd niet niets.

De balans is gestegen en bedraagt nu 247 miljard euro, wat meer is dan de balans van KBC. Als we dat helemaal op onze balans moeten nemen bij de Staat, dan weet u ook wel waar we aan toe zijn: dat betekent een reëel gevaar. Wat plant Dexia te doen om die balans terug af te bouwen, conform het doel van de vennootschap, namelijk de volledige uitdoving?

15.02 Minister **Johan Van Overtveldt**: Mijnheer de voorzitter, mijnheer Dedecker, ik onderken vier vragen die ik in volgorde zal beantwoorden.

Uw eerste vraag gaat over de bijsturingen en het businessplan van 9 oktober. Het geordend ontmantelingsplan van Dexia werd door de Europese Commissie goedgekeurd eind december 2012, zoals u weet. Elke zes maanden krijgt dat plan een update op basis van vernieuwde hypothesen, gevalideerd door het huidig directiecomité van Dexia. De volgende herziening zal uitgevoerd worden op basis van gegevens van 31 december 2014 en zal goedgekeurd worden door het directiecomité op 21 maart 2015. In 2015 nam het herziene businessplan zo lagere interestvoeten in rekening en hield het ook rekening met reglementaire veranderingen, waaronder de definitieve tekst van de welbekende CRD IV van Basel 3, de invoering van de IFRS 13-norm en de impact van het gebruik van een OIS-curve voor de waardering van de OTC-derivaten.

Er werd ook rekening gehouden met de gunstige evolutie van de financieringsstructuur van de groep het voorbije jaar, dankzij een toename van de marktfinancieringen tegen een lagere kostprijs en aan langere looptijden dan vooropgesteld was in het lopende businessplan.

Deze laatste herziening van het businessplan leidde tot aanpassingen van het oorspronkelijke door de

Europese Commissie gevalideerde plan, maar deze stellen het traject van het geordende resolutieplan niet in twijfel. Dit blijft een basisvoorwaarde voor de externe auditoren van Dexia.

Het uitwerken van het plan werd geauditeerd door een trustee, die elke zes maanden een rapport opmaakt voor de Europese Commissie. Totnogtoe voldoet Dexia op nagenoeg 100 % van de gecontroleerde activiteiten. De recurrente resultaten van Dexia volgen het plan en liggen zelfs lichtjes voor.

Dan kom ik aan uw tweede vraag. Men gaat bij Dexia uit van het behoud van de bankvergunning van de verschillende entiteiten en van het behoud van de creditrating van Dexia Crédit Local. De vraag is of ik dat realistisch acht.

Deze veronderstellingen vormen de basisvoorwaarde voor de continuïteit van de bedrijfsvoering onder de geordende ontmanteling. Het behoud van de lokale bankvergunningen is absoluut noodzakelijk om toegang te blijven hebben tot centrale bankfinanciering bij de centrale banken op basis van waarborg onder vorm van goedgekeurd papier. Tot op heden werden deze fundamentele hypothesen onderliggend aan het hele model niet in vraag gesteld.

Dan kom ik aan uw derde vraag, over de stijging van de afhankelijkheid van de staatswaarborg en van de financiering via de Europese Centrale Bank. De staatswaarborg stijgt niet maar daalt, en dit na een veeleisende periode wat betreft liquiditeiten, waarin niet minder dan 40 miljard euro moest worden terugbetaald of uitgezet als *collateral*. Deze bedragen werden opgevangen door een krimp van de activa, wat neerkwam op ongeveer 800 miljoen euro per maand, door de groei van de repo-activiteiten en door de groei van de middelen verzameld met de staatsgaranties.

Ook de financiering via de ECB, de Europese Centrale Bank, neemt af. In plaats van ongeveer 50 miljard in 2012 bedroeg die in 2014 nagenoeg constant 33,5 miljard euro.

Eind februari 2015 zal die dalen van de net genoemde 33,5 miljard tot 27,5 miljard euro en eind november van dit jaar verder tot 21,5 miljard euro. Het Eurosysteem wil hierop bij voorrang terugbetaald worden. Dit betekent met andere woorden dat hierdoor de financiering van de staatsgaranties niet noemenswaardig zal dalen zolang die 21,5 miljard euro niet is terugbetaald.

Wat de Grexit of de Griekse situatie betreft, heeft Dexia op dit moment geen directe blootstelling meer aan de Griekse staat. Dexia beschikt over indirecte blootstellingen voor een totaal bedrag van 180 miljoen euro, bestaande uit twee Griekse projectfinancieringen en twee blootstellingen aan Griekse lokale overheidsinstanties.

15.03 Peter Dedecker (N-VA): Mijnheer de minister, dank u voor uw uitgebreide antwoord. Ik noteer dat het businessplan bijgestuurd is en eind deze maand wordt goedgekeurd.

Mijnheer de voorzitter, dat lijkt mij een ideale gelegenheid om het daar in deze commissie nog eens over te hebben met de heer De Boeck als u dat goed vindt. Dat lijkt mij een ideale opportuniteit.

Ik heb mij misschien even verkeerd uitgedrukt over de toename van de staatswaarborg. Het is misschien geen toename maar dit ligt wel een stukje hoger dan de oorspronkelijke voorspellingen van de heer De Boeck. Ik ben ook tevreden dat de trustee tevreden is. In het verleden was dat wel anders. Ik herinner mij lange zittingen in de commissie-Dexia over het rapport van die trustee. Ik ben tevreden dat het nu toch enigszins anders lijkt te zijn.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

16 Vraag van de heer Peter Dedecker aan de minister van Financiën over "de SSL-beveiliging van de Belgische banken" (nr. 2395)

16 Question de M. Peter Dedecker au ministre des Finances sur "la sécurisation SSL des banques belges" (n° 2395)

16.01 Peter Dedecker (N-VA): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, dit klinkt misschien een beetje technisch of zelfs technoutachtig, maar ik ken die SSL-toestanden nog een beetje vanuit mijn vorig leven. Het gaat hier om de encryptiestandaard die wordt gebruikt door heel wat websites. Als bovenaan in uw

browser https staat, dan weet u dat dit beveiligd is en dat is de SSL. Dit wordt gebruikt voor de beveiliging van een aantal websites, onder meer online aankopen en online banking. Het is immers de bedoeling dat de informatie vertrouwelijk blijft en niet leesbaar is door derden. Die informatie mag ook en vooral niet kunnen worden gewijzigd door derden als men communiceert met de bank, want anders zou het wel erg plezierig worden.

Die SSL-beveiliging blijkt bij een groot aantal van onze financiële instellingen niet helemaal in orde te zijn, zo blijkt uit een onderzoekje van securityblogger Yeri Tiete. Hij heeft vastgesteld dat de SSL bij een aantal banken slecht werd geïmplementeerd. Men kan dit blijkbaar doen via een aantal onlinetestjes waarmee men ziet over welke versie het gaat en welke zwakheden het systeem nog bevat. Blijkbaar waren er toch een aantal zwakheden te vinden bij een aantal banken.

Een aantal banken heeft aan de hand van zijn onderzoek ondertussen de nodige wijzigingen aangebracht en de beveiliging in orde gebracht. Een aantal andere heeft dit nog niet gedaan en dat blijkt een zeer onrustwekkend bericht te zijn. Veel banken aarzelen immers met het updaten van de SSL-software omdat zij ervoor willen zorgen dat ook computers die nog op oude software draaien compatibel blijven. Vandaar enige ongerustheid en de volgende vragen.

Mijnheer de minister, welke maatregelen en verantwoordelijken inzake beveiliging van internetbankieren krijgen de banken opgelegd door de toezichthouders? Bestaat ter zake enig beleid bij de FSMA?

Ten tweede, in hoeverre wordt er door die toezichthouders rekening gehouden met de SSL-encryptie en de gevaren die een gebrekkige beveiliging met zich mee kan brengen? Beschikken zij over technieken?

Ten slotte, wordt dit überhaupt gecontroleerd, behalve dan door een securityblogger?

16.02 Minister **Johan Van Overtveldt**: Mijnheer de voorzitter, mijnheer Dedeker, de eerste vraag gaat over de maatregelen en verantwoordelijkheden inzake beveiliging van internetbankieren die aan de banken worden opgelegd door de toezichthouders.

De prudentiële verwachtingen op het vlak van internetbankieren zijn vastgelegd in de circulaire over financiële diensten via het internet, van 7 april 2009. Op 19 december 2014 heeft ook de Europese Bankautoriteit, EBA, richtlijnen gepubliceerd betreffende de beveiliging van internetbetalingen. Hierin worden de banken onder meer verplicht om de internetbeveiliging door hun informatica-infrastructuur en internetdiensten nauwgezet op te volgen, een nauwgezette opvolging te verzekeren van de gepubliceerde beveiligingslacunes, sterke authenticatieoplossingen te hanteren die zijn aangepast aan de aard en de risico's van de aangeboden internetdiensten, gebruik te maken van sterke en algemeen erkende encryptietechnieken — u zult beter dan ik weten wat dat betekent —, transactionele websites te identificeren door middel van kwaliteitsvolle *extended validation SSL certificates* en de veiligheid van hun transactionele internetdiensten regelmatig door onafhankelijke experts te laten onderzoeken.

Ten tweede vroeg u in hoeverre er door de toezichthouders wordt rekening gehouden met SSL-encryptie en de gevaren die een gebrekkige beveiliging ervan met zich meebrengt. De toezichthouder besteedt aandacht aan de effectiviteit van het globale pakket aan internetbankbeveiligingsmaatregelen waarbij een groot aantal beveiligingsaspecten en –parameters, waaronder de SSL-beveiliging, en hun samenspel worden onderzocht. Hierbij wordt een evenwicht nagestreefd tussen de vereiste hoge veiligheid en de gebruiksvriendelijkheid voor de gebruikers.

Hoe worden de maatregelen gecontroleerd? De internetbeveiliging van de bank en het internetbankieren vormen sinds 2002 belangrijke aandachtspunten voor het prudentieel toezicht. Daarnaast neemt de toezichthouder actief deel aan de *internet banking security*-werkgroep, die in 2007 bij Febelfin werd opgericht om de aanvallen tegen het internetbankieren in België zo goed mogelijk op te volgen en de veiligheid van het Belgische e-banksysteem zo snel mogelijk bij te sturen in het licht van vastgestelde kwetsbaarheden en/of nieuwe aanvalstechnieken.

In het kader van deze werkgroep bestaat er ook een goede operationele samenwerking met de Federal Computer Crime Unit.

De rondzendbrief financiële diensten via het internet, van 7 april 2009, verplicht de banken de prudentiële toezichthouder onverwijld te informeren over risicovolle accidenten, waarbij derden er via het internet

effectief in slagen om de beveiliging van de internetdiensten of de eigen informaticastructuur te omzeilen. De toezichthouder verzamelt en analyseert deze gegevens en stelt deze ter beschikking van Febelfin, dat op basis hiervan per kwartaal sectorbrede cijfers publiceert betreffende de omvang van de e-bankingfraude in België.

Voorts dient te worden opgemerkt dat de e-bankingfraudes in België internationaal gezien tot de laagste behoren en zelfs in 2014 aanzienlijk zijn teruggefallen, zoals blijkt uit de aan het schriftelijke antwoord bijgevoegde tabel 9 van het jaarverslag van de Nationale Bank van België, mijnheer Dedecker. U zult zien dat het financieel verlies als gevolg van e-bankingfraude voor 2013 nog iets boven 5 miljoen euro uitkwam, maar in 2014 terugviel tot ruim minder dan 1 miljoen euro.

16.03 Peter Dedecker (N-VA): Mijnheer de minister, ik dank u voor uw uitgebreid antwoord. Wij kunnen tevreden zijn dat de e-bankingfraude bij ons behoorlijk laag ligt en zelfs nog verminderd is. Dat zal misschien ook voor een stuk te danken zijn aan een aantal campagnes die men bij Febelfin heeft opgezet om de mensen bewust te maken van de gevaren van *phishing*. Dat is een vorm van fraude waarbij men u opbelt en doet alsof men van de bank is en uw gegevens vraagt, om maar dit voorbeeld te geven. Ik neem aan dat die gevallen ook vervat zijn in de cijfers.

Het volgende viel mij evenwel op. U verwijst naar een rondzendbrief uit 2009 waardoor de banken worden verplicht om de *security issues* op te volgen. Het lijkt mij evident dat, bij melding van problemen inzake oude versies van software met lekken, deze worden geüpdatet. Er wordt ook gesproken over regelmatig onderzoek door onafhankelijke experts. Hoe regelmatig was dat? Dit gaat over iets oudere problemen. Ik vraag mij af of dat afdoende was. Wordt het regelmatige onderzoek door de experts wel opgevolgd en gecontroleerd door de toezichthouder? Wij moeten nagaan of er nog iets kan gebeuren inzake opvolging, want er is wel degelijk iets misgelopen.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

De **voorzitter**: Ik stel voor om onze werkzaamheden gedurende vijf minuten te schorsen.

*De behandeling van de vragen en interpellaties wordt geschorst van 17.47 uur tot 17.52 uur.
Le développement des questions et interpellations est suspendu de 17.47 heures à 17.52 heures.*

17 Vraag van de heer Eric Van Rompuy aan de minister van Financiën over "de omzendbrief inzake fiscale regularisatie" (nr. 2462)

17 Question de M. Eric Van Rompuy au ministre des Finances sur "la circulaire en matière de régularisation fiscale" (n° 2462)

17.01 Eric Van Rompuy (CD&V): Mijnheer de minister, naar aanleiding van de mondelinge vragen in de plenaire vergadering van 5 februari, onder meer van de heren Laaouej en Gilkinet, over een mogelijke fiscale amnestie werd gezegd dat er een richtlijn van de BBI was die ertoe strekte dat alle spontane meldingen van laattijdige aangiftes voortaan bij de BBI zouden worden gecentraliseerd, die hierover interne richtlijnen heeft uitgewerkt omwille van een uniforme interpretatie voor het hele grondgebied.

U hebt gezegd dat men moet opletten voor de praktijk van het shoppen, het zoeken naar de voordeligste taxatie, en dat het belangrijk is dat interne richtlijnen worden uitgewerkt, die uniform zijn voor het hele grondgebied.

Het zou niet gaan om een verlenging van een eenmalige bevrijdende aangifte, maar om de toepassing van de huidige wetgeving.

Het Parlement heeft die richtlijn in de plenaire vergadering gevraagd. Ik stel die vraag hier, omdat ik vind dat dat ook in onze commissie aan bod moet komen. Mijn vraag is dus om de inhoud van de rondzendbrief te kennen. Die is nu rondgedeeld.

De minister is ter beschikking. De heer Philipsen van de BBI is hier ook aan aanwezig. Daarover is ook op de Conferentie van voorzitters gesproken. Ik denk dat het Parlement open kaart in die zaken speelt.

Als voorzitter geef ik aan de verschillende fracties de kans om hierover het woord te voeren, zodat hierover

duidelijkheid bestaat. Het debat zal vandaag niet worden afgerond. Dat is ook niet de bedoeling.

Het is een vraag naar transparantie. De minister en de BBI staan ter beschikking, als hierover specifieke vragen zijn.

Ik weet niet of de minister hierover een toelichting kan geven. Daarna krijgt iedereen de kans om het woord te voeren.

17.02 Sophie Wilmès (MR): Monsieur le président, veuillez m'excuser, j'ai peut-être raté un épisode. Je crois que ce sujet intéresse beaucoup de monde. Je constate que l'Open Vld n'est pas là, c'est peut-être un peu dommage.

Le président: La discussion ne sera pas clôturée. Nous pourrions reprendre le débat lors d'une prochaine commission.

17.03 Sophie Wilmès (MR): Cela dit, si le ministre répond aux questions, je n'ai aucun souci quant à cette manière de faire. Je suis désireuse d'avoir un débat sur ce sujet. Et puisque celui-ci est important, je me demande pourquoi il n'a pas été prévu de manière plus large.

Le président: J'ai demandé la circulaire au ministre. Nous l'avons. Le débat n'est pas clos. Mais étant donné que dans la presse, on reproche au parlement son manque de clarté, je veux, en tant que président de cette commission, donner toute la clarté possible à ce débat. Les ministres sont présents. Vous disposez de la circulaire. On peut poser des questions à cet égard. Et, vendredi, nous pourrions rouvrir la discussion si certains groupes le demandent.

17.04 Sophie Wilmès (MR): Je suis tout à fait d'accord avec vous. La clarté, on peut l'avoir dans un débat organisé où tout le monde est présent et a l'opportunité d'entendre les réponses du ministre. Donc, pourquoi le fait-on maintenant, dans le cadre des questions orales?

Le président: Ce matin, nous en avons parlé en Conférence des présidents. J'ai eu des signaux de la part de différents groupes qu'il fallait en discuter. Le Règlement de la Chambre est là, mais en tant que président, j'ai la liberté de l'interpréter selon les circonstances politiques. Et je ne veux pas sortir de cette réunion sans que les groupes aient eu la possibilité de donner leur opinion sur le sujet. Si on ne le fait pas, nous verrons vite paraître des commentaires disant que le parlement ne joue pas le jeu de la transparence.

17.05 Sophie Wilmès (MR): Donc, la transparence, ce n'est pas le Règlement! D'accord.

Le président: Un éminent chef de groupe socialiste, M. Tobback, disait: "Ik lees het Reglement na het debat".

17.06 Minister Johan Van Overtveldt: Ik zou kunnen voorstellen dat we kennisnemen van de vragen en bekommernissen en dat we er op een later tijdstip op zullen antwoorden.

De voorzitter: Dat kan ook, maar laten we eerst bekijken welke de stellingen precies zijn. Wie vraagt het woord over die instructie van de BBI? We zullen dan straks bekijken welke procedure we volgen. Ik noteer de heer Laaouej, de heer Gilkinet en de heer Vanvelthoven.

17.07 Ahmed Laaouej (PS): Monsieur le président, si je comprends bien, plutôt que de faire un exposé introductif, M. le ministre souhaite collecter les questions que nous aurions à poser.

Le président: Vous disposez du texte. Tout le monde sait lire.

17.08 Ahmed Laaouej (PS): Monsieur le ministre, je vous remercie d'avoir enfin avoir la possibilité de prendre connaissance de ce document. Cela n'a pas été simple, nous l'avons demandé en plénière mais il semblait y avoir des réticences. Nous l'avons maintenant, nous pouvons nous en réjouir.

Sur la forme, s'agit-il d'une instruction ou d'une circulaire? Ce n'est pas la même chose. Une instruction n'est pas forcément normative et une circulaire l'est en général. Autrement dit, quel est le statut de ce texte qui, par ailleurs, n'est pas signé? En général, une instruction est signée par un fonctionnaire général et une circulaire est signée par un fonctionnaire général ou par le ministre lui-même. Je pense donc qu'il ne serait

pas mauvais que nous puissions disposer du texte dans sa forme, telle qu'elle a été notifiée aux agents concernés.

Quel est le périmètre de cette instruction ou de cette circulaire? S'adresse-t-elle à l'ISI uniquement ou à d'autres services, comme par exemple l'Administration de la fiscalité des entreprises et des revenus, autrement dit les services en charge du contrôle ordinaire?

Le troisième point est plus fondamental et je me réserve la possibilité de poser des questions plus pointues et plus techniques. J'ai appris la fiscalité de manière académique et on m'a toujours expliqué que le fondement des impôts était la Constitution. Cela ne date pas d'aujourd'hui, ce qui explique le parlementarisme dans une large mesure: si on s'intéresse un peu à l'histoire d'Angleterre, on sait qu'à un certain moment, les aristocrates anglais souhaitaient pouvoir dire au Roi qu'ils voulaient bien financer ses guerres mais qu'il leur fallait un parlement pour y voter les impôts et pour qu'ils aient le droit de lui dire ce qu'ils voulaient qu'il en fasse. Ce n'est pas une affaire neuve. La Constitution en Belgique ne fait que reprendre cette idée simple: les lois d'impôt sont votées par le parlement. De la même manière, les réductions d'impôt, les exemptions, les exonérations, les dérogations sont aussi votées par le parlement. C'est ce que nous faisons en général avec le Code des impôts sur les revenus chaque fois qu'on le modifie et c'est ce que certains gouvernements ont fait aussi avec les déclarations libératoires uniques. Quand il y a eu les opérations de régularisation, des lois ont établi des cadres légaux. Cela a été débattu en toute transparence au sein du parlement et pas dans l'ombre, dans un service administratif quelconque.

Ce n'est pas le rôle de l'administration - et Dieu sait si son rôle est important - que d'établir des normes fiscales. Cette prérogative appartient au parlement, qui vote les lois d'impôt. Or que constatons-nous? Nous avons un dispositif qui ne correspond pas à ce que la loi prévoit en termes d'accroissement d'impôt.

On nous explique en effet, dans l'instruction qui nous est donnée, avec deux grands cas de figure - selon qu'il y ait un accord ou non du contribuable ayant rentré une déclaration spontanée sur les lignes directrices de la taxation, et je reprends les termes utilisés - que l'on établit et réclame l'impôt éludé. D'accord. Ensuite, il est question d'un accroissement qui, dans certains cas, sera de 20 % - je parle ici des revenus professionnels - ou de 50 % selon que le contribuable ait exprimé ou non son accord sur les lignes directrices de la taxation qui lui est proposée.

J'essaie de trouver la correspondance de ces accroissements d'impôt dans le CIR et dans ses arrêtés d'exécution. Je ne la trouve pas. Je lis à l'article 444 du CIR que, lorsqu'il y a une intention d'éluder l'impôt, on doit appliquer les accroissements d'impôt. Ensuite, quand je regarde l'arrêté d'exécution, à l'article 226, je vois que, pour une première infraction, c'est 50 %, que pour une deuxième, c'est 100 % et que pour une troisième infraction et suivantes, 200 %. Et ce, dans l'hypothèse d'une fraude fiscale.

Vous allez me répondre: "Lorsque, dans un des cas de figure, on retient le taux de 20 %, c'est sans doute parce qu'il n'y a pas eu de fraude fiscale. C'est donc pour cela qu'on ne sanctionne pas à 50 %". Le problème est qu'il est prévu dans cette instruction de mettre 20 % d'accroissement. Je cite: "lorsque la rectification concerne une des sept précédentes années". Nous nous rappellerons que ce délai spécial ne peut être ouvert qu'en cas de fraude fiscale. Cela signifie qu'on est bien dans un cas de fraude, quand bien même il y aurait une déclaration spontanée et un accord du contribuable sur les lignes directrices. Par conséquent, je ne comprends pas pourquoi, dans ce cas de figure, on parle de 20 % et non de 50 %.

En cas d'absence d'accord du contribuable, on parle de 50 % d'accroissement.

C'est ce qui est en effet prévu dans l'hypothèse d'une première infraction. Mais qui dit qu'il n'y a pas une deuxième ou une troisième infraction? Que signifie ce 50 % d'accroissement? Cela a-t-il une portée universelle? Cela revient-il à reprendre la situation du contribuable - celui-ci pouvant se faire régulariser sur les sept dernières années - et on lui applique 50 % sans tenir compte de ce qu'on en est peut-être à la deuxième, troisième ou quatrième infraction?

Il me semble, en toute logique, que si on rectifie sur plusieurs années, chaque année qui succède à l'autre est constitutive d'une nouvelle infraction. Autrement dit, il ne s'agit pas d'une seule infraction mais d'infractions qui se sont répétées. Nous sommes dès lors dans la graduation, dans l'échelle prévue par l'arrêté d'exécution du CIR qui prévoit cette graduation de 50 à 200 %. Il me semble donc qu'il y a un vice fondamental. Ce qui nous est proposé ici ne semble pas correspondre à ce que la loi et ses arrêtés d'exécution prévoient. Ma question est donc la suivante: sommes-nous face à une instruction ou une

circulaire qui respecte la loi? Si elle ne respecte pas la loi, vous avez un double problème.

Le premier, c'est le non-respect des prérogatives du parlement. De fait, une circulaire qui n'est pas légale ne correspond pas au prescrit de la Constitution. C'est le premier élément.

Le deuxième est évidemment un problème de justice et d'équité fiscale. Comment réconcilie-t-on ceci avec des personnes qui se font prendre dans le cadre d'une rectification ordinaire sans déclaration spontanée et qui, elles, vont subir l'application de la loi dans sa rigueur, pas plus que sa rigueur mais dans toute sa rigueur?

Injustice fiscale aussi parce que des gens paient leurs impôts de manière civique et respectent de manière vertueuse toutes leurs obligations. C'est le cas de la plupart de nos concitoyens, des contribuables qui, pour une bonne part d'entre eux, se font prélever un précompte professionnel sans aucune possibilité de ne pas déclarer leurs revenus. Et pour ceux qui ne se font pas retenir de précompte professionnel, l'immense majorité des contribuables aussi s'acquitte de ses obligations. Vous avez là aussi un problème d'équité et de justice fiscale.

Voilà l'essentiel de mes questions.

Il va de soi que je veux comprendre, ligne par ligne, cette instruction, qui est courte mais dense et dont on ne voit pas trop si on parle de capitaux prescrits ou pas, de choses qui sont en dehors des délais ordinaires d'imposition. L'on ne voit pas très bien non plus ce qu'il en est eu égard à l'origine des fonds, autrement dit, ce qui se passe quand ces revenus non déclarés s'adossent à des infractions plus graves, des délits plus graves, qui peuvent éventuellement relever de la loi sur le blanchiment, dont du reste on ne parle pas beaucoup ici. On rappellera que la loi sur le blanchiment a été élargie pour avoir une compréhension plus large du phénomène de la fraude grave.

Dès lors, je voudrais avoir des éclaircissements sur le fondamental, ce après quoi je me réserve la possibilité de revenir sur des éléments plus concrets.

Pour conclure, je rappellerai que s'agissant de la TVA, on ne parle même pas ici de contribuables. On parle de redevables. Les assujettis, monsieur le ministre, ne sont jamais que des collecteurs d'impôts. C'est la raison pour laquelle les sanctions sont lourdes pour eux. En effet, la TVA ne représente pas l'impôt qu'ils doivent supporter. Ils ne font que le collecter pour compte de l'État. Ceux qui le supportent, ce sont les consommateurs finaux.

Dans le cas présent, alors que l'ensemble du dispositif TVA vise à faire en sorte que les assujettis respectent bien leurs obligations en leur qualité de collecteurs d'impôts, à nouveau on prévoit une tarification au rabais.

Mon incompréhension fondamentale, c'est le manque de correspondance entre ceci et la loi et, au-delà de la loi, la Constitution.

17.09 **Georges Gilkinet** (Ecolo-Groen): Monsieur le président, je vous remercie d'organiser ce débat. Depuis quelques semaines déjà, nous essayons d'obtenir de la clarté sur le sujet. Comme je le disais à 14 h 00, j'ai été choqué de constater que le parlement, les élus chargés de contrôler l'action de l'exécutif, notamment en matière d'impôt, ne disposaient pas de ce document à ce point confidentiel, alors que des avocats fiscalistes en disposent manifestement. Selon moi, c'est anormal, inacceptable en termes de transparence et de capacité de contrôle.

Mon groupe a toujours contesté le principe d'une amnistie fiscale à trop bon compte pour les fraudeurs, sans capacité pour la justice de poursuivre ultérieurement les personnes qui régularisent, et ce, en fonction de la nature de la fraude initiale.

En effet, il y a progrès: vous nous avez remis à 14 h 00 ce document dont nous pouvons vraiment nous interroger quant à la forme. Je ne suis guère habitué à ce type de document, mais il n'est pas signé, il n'est pas adressé, il y est régulièrement fait référence à l'ISI qui n'est pourtant pas le seul taxateur.

Qu'en est-il si un dossier aboutit à l'Administration générale de la Fiscalité?

Avant d'en arriver à des questions précises, nous restons globalement sur l'impression, habituelle depuis la mise en place de ce gouvernement, de deux poids deux mesures.

À analyser la précision de la mécanique utilisée pour lutter contre la fraude sociale – bien sûr, pas plus excusable que la fraude fiscale – et le côté imprécis, difficile à interpréter de la fraude fiscale, à considérer l'importance budgétaire de cette fraude fiscale, je m'interroge: sont-ce vraiment des documents habituels, ceux qui circulent d'ordinaire au sein de votre administration?

Au-delà du fait que l'impôt est déterminé par la loi, est-ce la manière usuelle d'essayer d'obtenir, comme vous le déclariez en séance plénière, un traitement uniforme des régularisations tardives?

Quel est l'objectif poursuivi?

La loi indiquait clairement que la dernière régularisation, vu la date de fin de régularisation possible pour les contribuables, n'avait plus de capacité légale par définition.

Dès lors, si la loi a terminé ses effets, pourquoi lui substituer une instruction qui n'a pas été soumise préalablement au parlement?

Mes questions concernent manifestement les fonctionnaires de l'Inspection spéciale des impôts (ISI). Quid des dossiers qui arriveraient par une autre voie? Sont-ils systématiquement réorientés vers l'ISI? Quelle est la capacité et la volonté d'identifier l'origine des fonds? C'est pour moi le nœud du problème en matière de régularisation, d'autant plus avec les délais de prescription qui existent.

S'agit-il, comme on l'a trop souvent vu, de régulariser uniquement les capitaux qui sont issus des fonds originels ou a-t-on la volonté d'identifier systématiquement d'où viennent les fonds? Les taux à appliquer ne sont pas les mêmes s'ils sont issus du travail, d'un héritage ou en fonction du rang concerné.

Une capacité ultérieure de poursuivre en justice les contribuables concernés, au-delà de la fraude fiscale et en lien avec la législation sur le blanchiment d'argent, est-elle prévue?

Pourquoi les taux proposés sont-ils inférieurs à ce que prévoit la loi sur la régularisation? Je m'interroge à la fois sur la forme et sur le fond du document. J'ai une impression d'amateurisme et de deux poids deux mesures.

Beaucoup de demandes ont-elles été introduites? La régularisation précédente était censée être la dernière. Depuis quand l'instruction est-elle valable?

Nous avons écrit avec notre groupe à la Cour des comptes pour essayer d'obtenir ce document avant de le recevoir via le ministre. Quid d'un contrôle *ex post* par la Cour des comptes sur la bonne perception de l'impôt dans ce cadre? Il y a trop de dossiers dans lesquels on a l'impression qu'on agit trop légèrement à l'égard de ceux qui ont les moyens d'avoir de l'argent à l'étranger et la volonté de le cacher.

17.10 Peter Vanvelthoven (sp.a): Mijnheer de minister, ik wil u bedanken dat wij nu eindelijk iets hebben gekregen en dat wij daarover even van gedachten kunnen wisselen. Ik ben lichtjes verbaasd omdat wij al in de plenaire vergadering hadden gevraagd, en de vraag zelfs ter stemming hebben moeten brengen, om het document te krijgen. U verzette zich daar echter tegen. Ik ben blij dat u het licht hebt gezien. Ik vermoed dat de rel over de mantelzorg daar iets mee te maken heeft en dat het een kleine oefening is om het evenwicht te herstellen.

Ik heb enkele vragen en opmerkingen, mijnheer de minister. Over de vorm is al iets gezegd. Ik kan mij eerlijk gezegd niet voorstellen dat dit het document is dat wordt meegedeeld aan de verschillende administraties die ermee moeten werken. Ik neem aan dat dit niet de manier is waarop instructies worden rondgestuurd, op een blanco A4'tje, waaraan verder niets is bijgevoegd. Daarom stel ik u formeel de vraag: is dit het document dat werd rondgestuurd of is het een overgetikte versie of een samenvatting ervan? Klaar en duidelijk, is dit het document dat vanuit de hoofdadministratie werd rondgestuurd?

Ik zal niet dieper ingaan op het feit dat het zolang heeft geduurd. Wij zijn blij dat wij vandaag iets in handen hebben. De collega's hebben het al gezegd, en de voorzitter daarnet ook. Instructies zijn er om de wet, die door verschillende administraties moet worden toegepast, voor iedereen klaar en duidelijk te maken. Zo bestaan er geen misverstanden. Het moet echter wel een toepassing van de wetgeving zijn. Dat is evident. Een instructie kan niet ingaan tegen de wetgeving.

Als ik de wetgeving analyseer die vandaag van toepassing is, dan heb ik toch de stellige indruk dat deze instructie daartegen ingaat. Ik verwijs naar de wet van 31 december 2003, de EBA-wet, over de eenmalige bevrijdende aangifte.

Artikel 9 stelt klaar en duidelijk wat er gebeurt wanneer men daar geen gebruik van maakt. "Bij niet-aangifte van sommen, kapitaal of roerende waarde die betrekking hebben op sommen, kapitaal of roerende waarde bedoeld in artikel 2 en waarvoor de belastingplichtige gebruik kon maken van de mogelijkheid bedoeld in deze wet, maar nagelaten heeft dit te doen, wordt vanaf 1 januari 2005 de belastingverhoging vastgesteld op minstens 100 %". Dat artikel is nog eens buiten toepassing verklaard en vervolgens onder de vorige regering in de programmawet van eind 2005, die toen de fiscale regularisatie invoerde, opgenomen. In die wet staat wel een duidelijke einddatum van de wet fiscale regularisatie ingeschreven: 31 december 2013. Dat is nu achter de rug. In mijn lezing vallen we nu terug op het artikel dat ik kom te citeren. Dat is vandaag het wettelijke kader. Wie geen gebruik heeft gemaakt van de mogelijkheden tot fiscale regularisatie, die de Kamer heeft geboden, wordt nu geconfronteerd met een belastingverhoging van 100 %.

Ik lees in de instructies dat daaraan niet wordt tegemoetgekomen. Het gaat, naar gelang van het inkomen, over 20 % wanneer het gaat over beroepsinkomsten en bij de andere inkomsten 50 %.

Dat is mijn lezing. Ik had graag dat u dat verduidelijkt. Ik neem aan dat u daar anders tegenaan kijkt. Als mijn lezing correct is, dan is de instructie in ieder geval tegen de huidige wettelijke bepalingen. Het is, met andere woorden, een fiscale regularisatie die niet in de Kamer is goedgekeurd maar op het terrein met de belastingplichtigen die hebben gefraudeerd en met fiscale advocaten is afgesproken.

Een ander element dat ik wil aanhalen, gaat over de verjaring. Ik herinner mij dat u hier in het Parlement hebt gezegd dat in tegenstelling tot wat bij de laatste regularisering het geval was, fiscaal verjaarde kapitalen niet worden geregulariseerd. We hebben daarna in *De Standaard* de verklaring van Karel Anthonissen gelezen dat dat wel gebeurt. Dat werd achteraf dan toch weer genuanceerd vanuit de BBI. Als ik de instructie lees, kan ik echter niet anders lezen dan dat alles wat ouder is dan zeven jaar, wordt beschouwd als fiscaal verjaard.

Wanneer ik de tekst nalees van fiscale juristen die ondertussen al over de instructie die wij nog niet kenden, maar zij wel, hebben gepubliceerd, dan spreken zij ook over een zevenjarige verjaring. Ik moet er dan van uitgaan dat hier wel sprake is van verjaring voor misdrijven, langer dan zeven jaar geleden. Ook daarover had ik van u graag vernomen hoe u daar tegenaan kijkt, mijnheer de minister. Moet ik de instructie inderdaad zo lezen dat alle niet-aangegeven kapitalen ouder dan zeven jaar fiscaal verjaard zijn?

De **voorzitter**: De commissieleden hebben de kans gehad hun mening te zeggen. De verwijten dat de regering of de BBI in de onwettelijkheid verkeert, vind ik zo belangrijk, dat we dat hier vanavond ter sprake moeten brengen. We hebben de minister en de directeur-generaal van de BBI hier bij ons, omdat ik vind dat als men in de pers stelt dat het Parlement wordt gepasseerd, dat hier een antwoord verdient in onze commissie. Ik geef dan ook graag het woord aan de minister of eventueel aan de heer Philipsen van de BBI.

17.11 Medewerker van de minister: Mijnheer de voorzitter, ik zal trachten de verschillende vragen in volgorde te beantwoorden.

Ten eerste, dit is geen vodge papier. Dit is een officiële instructie, ondertekend door mij op datum van 29 januari 2015. Zij draagt de referte SB/014487. U stelde mij de vraag of het om een ondertekende instructie gaat. Zij is inderdaad ondertekend.

17.12 Peter Vanvelthoven (sp.a): (...)

17.13 Medewerker van de minister: Ja.

De **voorzitter**: Zij zijn naar hier gekomen om duidelijkheid te scheppen. Ik meen dat wij hun de kans moeten geven in alle openheid en duidelijkheid te antwoorden. Het gaat hier niet over formele aspecten, het gaat hier over de grond van de zaak.

Gaat u door, mijnheer Philipsen.

17.14 Medewerker van de minister: Ten tweede, de versie die voor u ligt, bevat exact dezelfde lijnen als die die opgenomen zijn in de officiële interne instructie. Die interne instructie – het woord zegt het zelf, al is het woord “vertrouwen” blijkbaar zeer rekbaar tegenwoordig – is inderdaad bestemd voor de interne werking van de fiscale administraties.

Over de perimeter is een afspraak gemaakt tussen de Fiscaliteit en de Bijzondere Belastinginspectie dat al zo’n dossiers – waarover heel veel kritiek was in de pers, onder meer van topadvocaten als Michel Maus, om fiscale *shopping* te vermijden tussen Arlon, Maaseik en weet ik waar – geconcentreerd worden. Wij van de Bijzondere Belastinginspectie hebben de coördinatie op ons genomen voor het hele land.

Concreet, alle dossiers die nu op eender welk kantoor van de Fiscaliteit worden ingediend, worden via een maandelijkse staat bezorgd aan de centrale administratie van de Fiscaliteit. Die bezorgt ze aan het hoofdbestuur van de Bijzondere Belastinginspectie, en dan verspreiden wij die dossiers over onze vijf gewestelijke directies.

Très important: la coordination et le traitement se font uniquement au sein de l'ISI, justement pour éviter ce shopping fiscal.

Het is belangrijk om te vermelden dat het gaat om een instructie in tegenstelling tot een aanschrijving of een circulaire. Dat is inderdaad van interne aard, een instructie.

Daarenboven heb ik de laatste maanden altijd gelezen dat er eigenlijk hommeles was bij de fiscale advocaten. Zij hadden het gevoel dat men, naargelang van de plaats waar men zich aanbood, aan een ander tarief kon worden onderworpen.

Ik wil meteen uitdrukkelijk logenstraffen wat vandaag op de frontpagina van *De Morgen* staat. Deze interne instructie is nooit in handen geweest van eender welke fiscale advocaat. Wat gebeurt er natuurlijk wel? Fiscale advocaten melden zich vaak in eerste instantie anoniem aan en na verloop van tijd in naam van een welbepaalde belastingplichtige cliënt om een case voor te dragen. In functie van de omstandigheden, op basis van de parameters van die case, wordt aan die advocaat gezegd wat het toepasselijk tarief is en welke prijs hij moet betalen.

Ik lees nergens in deze instructie dat hier een strafrechtelijke vrijgeleide wordt gegeven. Dat is dus helemaal niet de bedoeling. Het gaat om een interne instructie van de BBI, bestemd voor de vijf gewestelijke directeurs van de BBI, concreet die van Gent, Antwerpen, Brussel, Namen en van de nieuwe vijfde nationale directie.

Er is nog een niet te onderschatten detail. Deze interne instructie, onder mijn handtekening, is door mij gecoördineerd en door mij opgemaakt in overleg met, en met het akkoord van de vijf gewestelijke directeurs.

Je me suis concerté avec les cinq directeurs régionaux de l'ISI et ils ont tous marqué leur accord sur cette instruction.

Natuurlijk rijst altijd de vraag of een instructie de bijbel of een telefoonboek moet zijn, naar analogie van sommige wetgevingen en vroegere circulaires, of moet het meer iets zijn dat onze ambtenaren duidelijke richtlijnen geeft? Wij opteren voor duidelijke richtlijnen voor onze medewerkers.

Trouwens, heel belangrijk, op die eerste pagina staat heel duidelijk de onderliggende voorwaarde. Met andere woorden, het gaat hier niet over een eenmalige, tweemaalige of driemaalige bevrijdende aangifte; het gaat over het feit dat een belastingplichtige zich bij de fiscus meldt en zegt dat hij voor het oudste jaar van de niet-verjaarde periode een inkomen heeft dat hij destijds niet heeft aangegeven.

Op dat moment zijn wij als fiscale ambtenaren verplicht om daarop de taxatie te verrichten tegen het toepasselijk en juiste tarief. Het spreekt voor zich dat al die zaken worden onderzocht in functie van de geschiedenis en van de feiten die bij de Bijzondere Belastinginspectie worden aangekaart. Wij onderzoeken elk dossier.

Er werd ook gevraagd over hoeveel dossiers het op dit ogenblik gaat. Sinds de bekendmaking van deze instructie, intern en om een of andere reden ook in de pers, gaat het grosso modo om vierhonderd dossiers, die nog niet allemaal behandeld zijn, verre van. Ze worden nu verdeeld over de vijf gewestelijke directies om

behandeld te worden.

Men moet de fiscale controleurs niet onderschatten, zeker niet die van de Bijzondere Belastinginspectie. Wanneer wij vaststellen dat er iets niet kloost met een dossier met betrekking tot witwassen, zijn wij verplicht om dat op grond van de laatste wijziging aan de wet van 1993 te melden aan de witwascel van Jean-Claude Delepière. Dit moet niet opnieuw worden vermeld in elk document dat uitgaat van de centrale administratie. Het staat in aparte handleidingen, instructies en circulaires. Onze ambtenaren zijn ervan op de hoogte dat zij op grond van de wet van 1993 aan de witwascel moeten melden wanneer er een vermoeden is van een onderliggende witwasactiviteit.

Er waren ook vragen over de tarieven en de sancties.

Wij beoordelen geval per geval, rekening houdend met de historiek van de betrokken belastingplichtige en de omvang. Ik onderstreep dat wij taxeren. Wij regulariseren niet. Wij gaan maximaal terug tot het oudste jaar van de niet-verjaarde periode. Dat is volgens mij het aanslagjaar 2009, inkomsten 2008.

Daarop passen wij de normale tarieven toe. Als wij merken dat overleg met het parket nodig is, *una via*, ik ben daarvan uitgesproken voorstander, dan gebeurt dat uitdrukkelijk.

Het kan ook gebeuren dat de belastingplichtige zelf vraagt om een overleg, of dat de advocaat zelf op een minnelijke schikking aanstuurt. Dan gaat dat altijd via de desbetreffende procureur. Dan wordt *una via* contact gelegd, zoals in de wet bepaald, tussen de gewestelijke directeur van de BBI en de desbetreffende procureur.

Ook belangrijk, het gaat hier over spontane mededelingen van belastingplichtigen zelf. Gelukkig maar, niet al onze dossiers bij de BBI zijn gesteund op spontane mededelingen van de belastingplichtige. Er zijn nog heel veel andere dossiers, maar wij hebben op een bepaald ogenblik gemerkt dat er nood was aan duidelijke, stringente krijtlijnen voor de aanpak van zulke dossiers. De mensen op het terrein worden nu eenmaal met de realiteit geconfronteerd.

Is het dan vervelend om vast te stellen dat sommige mensen, de EBA niet hebben toegepast, de realiteit is dat zij spontaan niet-aangegeven inkomsten melden? Wij zijn dan verplicht om een taxatie te verrichten met de nodige nuancering, zoals uitdrukkelijk is opgenomen in die korte instructie. Dat is opzettelijk. Het heeft geen zin om te veel te schrijven. De instructie werd opgemaakt in overleg en akkoord met de gewestelijke directeurs.

Er waren ook vragen over de eventuele nuancering van de tarieven van de sancties en de belastingverhogingen. Daar hebben wij ons laten inspireren door het principe van de progressiviteit, naar gelang van de aard en de ernst van de overtreding. Dat is volgens mij een heel belangrijk principe, met name het principe van de proportionaliteit.

Ik kan mij vergissen, maar in de normen van hiërarchie staat de proportionaliteit zelfs wat dat betreft boven de wet en derhalve boven een koninklijk besluit.

Een andere realiteit waarmee we de voorbije jaren worden geconfronteerd, is dat heel veel rechters melden dat ze, juist gelet op de proportionaliteit, de boetes en de belastingverhogingen zelf verlagen, omdat het over administratieve sancties gaat met een strafrechterlijk karakter. Eens te meer, essentieel voor ons is het *una-via* overleg in het hele verhaal. Dat staat met zo veel woorden uitgelegd in de interne instructie, ondertekend en gedateerd.

De **voorzitter**: Ik heb iedereen de kans gegeven om zijn mening te verkondigen. Ik denk dat we het antwoord hebben van de BBI. Ik weet niet of de minister daar nog iets aan wil toevoegen.

In het huidige stadium van de bespreking heeft iedereen de kans gekregen om zijn mening te zeggen. Wie vindt dat er nog bijkomende discussie of vragen nodig zijn, moet interpellieren of vragen stellen.

Ik heb de openheid gehad, wat niet zo reglementair is, om iedereen de kans te bieden zijn mening naar voren te brengen. Ik geef de BBI en de minister de kans om hierop te reageren. Ik steek mijn nek uit voor de transparantie. Ik wil niet dat er in de pers verschijnt dat we potjes willen toedekken en onwettelijkheden begaan. Nu hebben we ons antwoord gehad. Iedereen heeft zijn waarheid. De volgende weken zullen we er

via de parlementaire procedures dieper op ingaan.

Ik wens het debat te sluiten.

17.15 Minister **Johan Van Overtveldt**: Voor alle duidelijkheid en om insinuaties over de authenticiteit van de tekst, die ik eerlijk gezegd niet goed begrijp, weg te nemen, zal de tekst gedateerd en met alle toeters en bellen meegedeeld worden. Dan zal uw gemoed gerustgesteld zijn dat wat u daarstraks gekregen hebt, ook de echte tekst is.

De **voorzitter**: De commissiesecretaris deelt mij mee dat men de tekst nu kopieert. Hij zal dus straks rondgedeeld worden. Er staan nog een aantal vragen aan de agenda. Laten we het punt nu afronden.

17.16 **Ahmed Laaouej** (PS): Monsieur le président, que les choses soient claires! On voit bien l'exercice qui nous occupe. Nous avons la chance d'avoir parmi nous M. Philipsen, patron de l'Inspection spéciale des impôts, qui nous donne des explications. C'est quelque chose de très précieux. Nous n'allons évidemment pas ici commencer à polémiquer pour polémiquer. Il ne s'agit pas de cela. Il s'agit de comprendre et non de faire le procès de l'Inspection spéciale des impôts (ISI). Nous sommes de ceux qui avons demandé à ce que l'ISI soit renforcée et nous demandons qu'elle le soit encore davantage, étant donné tout ce qui lui tombe dessus (HSBC, etc.).

Il s'agit d'aller au fond des choses pour comprendre, voire pour faire en sorte que cela se passe le mieux possible. J'avais à cet égard quelques questions précises. Comment au regard de la loi et des arrêtés d'exécution justifie-t-on que l'on retient des taux d'accroissement qui ne sont pas ceux qui sont repris dans l'arrêté d'exécution qui applique la loi? Je n'ai pas de réponse à cela, si ce n'est une anticipation de ce que les juges se reconnaîtraient le droit de réduire les sanctions parce qu'elles auraient un caractère pénal. Attention! Ce qu'on demande à l'administration fiscale, ce n'est pas anticiper ce qu'un juge ferait parce qu'il estimerait qu'on a appliqué la loi dans toute sa sévérité. Ce qu'on demande à l'administration, c'est d'appliquer la loi. C'est ainsi que fonctionnent nos institutions. Je n'ai pas de réponse. Or, c'est bien là le cœur du problème.

Il convient de savoir si cette instruction, cette circulaire est en tous points conforme à la loi. Je répète que je ne juge pas des intentions de l'Inspection spéciale des impôts qui exerce un métier assez difficile comme cela. Je joue simplement mon rôle de parlementaire qui considère que, quand il y a des exonérations ou des dérogations à l'impôt, c'est au parlement qu'il revient de les voter. Aussi prestigieuse, aussi importante soit-elle, ce n'est pas du ressort de cette institution. Je ne dis rien d'autre!

Là, je n'ai pas de réponse technique à mes questions qui sont évidemment aussi politiques. Je n'en disconviens pas. Monsieur le président, je reste donc sur ma faim! Il aurait été utile de pouvoir prolonger la discussion. Je n'ai pas mes apaisements et je répète qu'en dehors de cela, certaines personnes font le choix de payer leurs impôts et paieront le tarif plein. D'autres ne font pas de déclaration spontanée et auront des sanctions tel que le prévoit la loi. Fondamentalement, sur le tarif des sanctions, on ne peut pas être plus simple que l'arrêté d'exécution.

Il y a un tableau avec une échelle. En cas de fraude, trois tarifs sont possibles en fonction du caractère répétitif: première infraction, deuxième infraction, troisième infraction, de 50 à 200 %. Ici, le 200 % n'apparaît plus. Comme si cet arrêté, finalement, n'avait plus d'existence. Nous sommes dans un État de droit. C'est cela, le cœur du problème.

De **voorzitter**: Als u nog bijkomende vragen hebt, kunt u die nog altijd stellen of interpelleren. Ik denk dat de minister bereid is om daarop te antwoorden.

17.17 **Peter Vanvelthoven** (sp.a): Het laatste woord komt het Parlement toe. U draait de zaken om.

De **voorzitter**: Het laatste woord komt mij toe, want ik heb de vraag gesteld. Het was eigenlijk geen vraag.

17.18 Minister **Johan Van Overtveldt**: Meestal zijn we het eens. Ik heb er eigenlijk geen probleem mee dat ook de heren Vanvelthoven en Gilkinet nog hun reflecties geven over wat daarnet is gezegd.

De **voorzitter**: Het gaat over de heer Laaouej. Ik dacht dat alleen hij het woord had gevraagd.

17.19 Peter Vanvelthoven (sp.a): Ik wil kort reageren, mijnheer Philipsen, mijnheer de minister. Ik ben blij dat we het officiële stuk krijgen. Ik begrijp niet waarom het moet worden overgetikt om het aan het Parlement te geven. Een kopie maken gaat veel sneller dan er iets anders van te maken. Dat zal dadelijk worden rechtgezet, dat is oké.

Dan is er de proportionaliteit. Ik begrijp dat u het standpunt inneemt dat het proportionaliteitsbeginsel boven de wet staat. Ik vind dat bizar. Als de fiscale administratie of de minister van Financiën op basis van arresten en vonnissen zou vaststellen dat de proportionaliteit telkens door de rechter wordt ingeroepen omdat de wet te streng is, geef ons dan het signaal dat we de wet desgevallend aanpassen. Dat lijkt mij de correcte handelwijze. Wij hebben hier in het Parlement iets anders beslist. De administratie zegt dan dat ze daarmee geen rekening houdt en dat ze het proportioneel beter vindt om het op een andere manier te doen. Ik vind dat niet correct.

Wij hebben in het Parlement beslist dat men na twee regularisaties genoeg kansen heeft gehad. Iedereen werd genoeg verwittigd: als u nu nog langskomt met zwart geld, met frauduleus geld of wat dan ook, wordt het minstens 100 %. Dat hebben wij hier allen beslist, maar daarvan wordt nu afgeweken omdat blijkbaar het proportionaliteitsbeginsel in hoofde van de administratie belangrijker is dan de wet. Ik heb daar moeite mee.

Wat de verjaring betreft, bevestigt u dat inkomsten van meer dan zeven jaar geleden die nooit zijn aangegeven, verjaren. Met andere woorden, die zijn vrijgesteld en worden geregulariseerd. Daarop moeten dus geen boetes of belastingverhogingen worden toegepast. Tot daar mijn reactie.

17.20 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen): Monsieur le président, je pense qu'une communication plus explicite dès le départ de la part du ministre aurait peut-être évité certains malentendus. Mais il nous reste une capacité de contrôle, en tant que parlementaire. Dès lors que la loi sur la régularisation fiscale avait fini ses effets, il est particulièrement interpellant d'apprendre qu'une directive permet à des personnes qui ont fraudé de régulariser néanmoins à des tarifs qui ne sont pas clairs.

En tout cas, ces personnes n'ont pas déclaré d'impôt et, pour moi, c'est frauder. Peut-être avez-vous un autre point de vue sur la question. Je ne crois pas, parce que j'ai beaucoup de respect pour le travail de l'ISI. Cette situation engendre ce sentiment de deux poids deux mesures, qui est un problème politique.

Cette instruction doit être lue avec d'autres types d'instructions, comme vous nous l'avez expliqué. Si un contribuable a déjà eu des problèmes en termes de bonne déclaration de ses revenus, il peut se voir appliquer des pénalités plus fortes. Les dossiers, s'ils sont suspects, sont transmis à la Cellule de Traitement des Informations Financières (CTIF) pour qu'elle fasse son travail, ce qui est essentiel par rapport à l'origine des fonds.

Restent différentes questions. Vous appliquez spontanément, en fonction de la peur du juge, des taux inférieurs à ce que prévoit la loi. Cette période de sept ans permet toujours de régulariser à bon compte pour autant qu'on ait pu attendre suffisamment avant de réintégrer ces sommes dans le cadre de la fiscalité normale.

Je conserve aussi, eu égard à l'importance de la fraude fiscale au niveau budgétaire, des questions quant à la capacité de contrôle sur les contrôleurs. C'est pour cela que je demande que la Cour des comptes puisse accomplir un travail de supervision, et je pense que l'ISI n'aurait pas de difficulté à ce sujet. Le parlement pourrait ainsi avoir, par l'intermédiaire du bras armé comptable qu'est la Cour, toutes les assurances que le travail a été fait dans les règles et que ceux qui ont fraudé et qui ont la chance de pouvoir se faire conseiller par des avocats fiscalistes, qu'ils payent bien cher, ne sont pas traités de façon préférentielle par rapport à l'ensemble des contribuables.

Nous continuerons à suivre ce dossier avec attention.

De **voorzitter**: Daarmee kunnen wij deze vraagstelling afsluiten, u hebt ook de kopieën ontvangen met het origineel, er is dus geen enkele geheimhouding geweest, alleen was het *strictement confidentiel*, dat is het enige.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

18 Vraag van mevrouw Veerle Wouters aan de minister van Financiën over "de vrijgestelde intresten van buitenlandse spaardeposito's" (nr. 2474)

18 Question de Mme Veerle Wouters au ministre des Finances sur "l'exonération des intérêts sur les comptes d'épargne étrangers" (n° 2474)

18.01 **Veerle Wouters** (N-VA): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, België werd veroordeeld door het Hof van Justitie inzake de vrijstelling voor intresten van gereguleerde spaardeposito's, uitgebreid naar intresten van buitenlandse deposito's die aan analoge vereisten voldoen zoals vastgesteld door de gelijkwaardige bevoegde overheidsinstanties van de andere lidstaten.

In de praktijk kennen de meeste buurlanden vele varianten van dergelijke spaardeposito's. Elk EER-land heeft natuurlijk zijn eigen reglementering, maar geen enkel land heeft spaarrekeningen die alle kenmerken hebben zoals fiscaal vereist voor de Belgische spaardeposito's, met name de voorwaarden en de wijze van terugneming en opnemings wat de munt betreft, evenals op het vlak van de structuur, het niveau en de wijze van berekening van de vergoeding ervan.

Het mag duidelijk zijn dat de spaarrekening in euro moet worden uitgedrukt. De andere voorwaarden zijn veel minder eenduidig. Blijkbaar kunnen lokale belastingkantoren geen uitsluitel geven of bijvoorbeeld het Franse livret A en B of bepaalde Nederlandse spaarrekeningen zonder of met beperkende voorwaarden als analoog aan een Belgische gereguleerde spaardeposito kunnen worden aangemerkt.

De circulaire van 12 juni 2014 parafraseert de wet zodat belastingplichtigen er ook niet veel wijzer uit worden.

Aangezien strikt genomen de eerste 1 880 euro intresten van spaardeposito's geen belastbaar inkomen vormen, moet deze intrest dan niet worden aangegeven in de aangifte, ook niet als deze van analoge buitenlandse spaarrekeningen afkomstig is?

Ten tweede, bent u het eens dat in de inkomstenbelasting de algemene regel geldt dat de fiscus de bewijslast draagt en dus dat de fiscus moet aantonen dat de intresten niet afkomstig zijn van analoge spaarrekeningen vastgesteld door de buitenlandse bevoegde overheidsinstanties?

Ten derde, welke dienst bij de FOD Financiën kan uitsluitel geven of een bepaalde buitenlandse spaarrekening al dan niet voldoet aan de fiscale vrijstelling? Of moet de belastingplichtige telkens een rulling aanvragen om daarover zekerheid te hebben?

Ten slotte, hoe wilt u die vrijstelling voor analoge buitenlandse spaardeposito's werkbaar maken zodat de toepassing van deze vrijstelling niet langer het vrij verkeer van diensten schendt?

18.02 Minister **Johan Van Overtveldt**: Mijnheer de voorzitter, mevrouw Wouters, het antwoord op de eerste vraag is bevestigend, vermits dit uitdrukkelijk volgt uit de tekst van de wet.

In verband met de vereisten inzake de munt waarin het deposito is uitgedrukt, kan ik mededelen dat ingevolge de uitbreiding van de maatregel tot de deposito's ontvangen door kredietinstellingen gevestigd in een andere lidstaat van de Europese Economische Ruimte, het aangewezen is het naleven van die vereisten te beoordelen rekeninghoudend met de munt die in de bedoelde lidstaat wettelijk gangbaar is in het kader van de analogie die daaromtrent is voorzien, bijvoorbeeld het pond sterling in het Verenigd Koninkrijk.

Het feit dat men rekening houdt met deposito's die zijn geopend in een andere munt dan de euro, werd uitdrukkelijk bedoeld door de wetgever, aangezien in die bepaling de modaliteiten voor de omvorming in euro voorzien zijn. Ook hier is er dus vrij grote duidelijkheid.

Wanneer een belastingplichtige aanspraak maakt op een aftrek, een teruggave of een vrijstelling, zoals in dit geval, of meer algemeen een gunstiger regime, ligt uitdrukkelijk de bewijslast bij de belastingplichtigen. De situatie moet geval per geval beoordeeld worden aan de hand van de kenmerken van het desbetreffende deposito. Mensen met vragen kunnen steeds terecht bij de centrale diensten van de algemene administratie van de fiscaliteit.

Voortaan worden de inkomsten die zijn voortgebracht door zowel Belgische gereguleerde deposito's als door analoge buitenlandse deposito's, identiek behandeld.

18.03 Veerle Wouters (N-VA): Mijnheer de minister, ik dank u voor het antwoord.

Over een punt ben ik het niet met u eens. U zegt dat wanneer een belastingplichtige aanspraak maakt op een aftrek, een teruggave of een vrijstelling, men de bewijslast bij de belastingplichtige legt. Dat is juist, maar in deze staat de vrijstelling van die 1 880 euro niet in de wet. Ik verwijs daarvoor naar artikel 21 van de onderafdeling 2 in het WIB 92. Daar staat te lezen: "niet als inkomsten van roerende goederen en kapitale belastbare inkomsten." De belastingplichtige beroept zich hier dus niet op een vrijstelling of een aftrek, want de wet merkt ze in deze zelfs niet als een belastbaar inkomen aan. De bewijslast ligt volgens mij dan toch bij de fiscus. Als men vindt dat dit toch een beroepsinkomen is, moet men dat maar bewijzen.

Ik weet dat de fiscus hierover vaak anders denkt, maar dit klopt niet volgens de pure interpretatie van artikel 21 van onderafdeling 2. Daar heb ik een probleem mee. U zegt dat men bij de centrale diensten terecht kan. Wel, ik hoop dat zij snel genoeg zijn met hun antwoord of dit al dan niet als een gereguleerd spaarboekje kan worden beschouwd. Dat is immers ook niet altijd het geval. Ik hoop dat de fiscus eens nagaat waar de bewijslast al dan niet ligt en zijn visie ter zake bijstelt.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

19 Vraag van mevrouw Veerle Wouters aan de minister van Financiën over "de aanleg van wettelijke en liquidatiereserves" (nr. 2475)

19 Question de Mme Veerle Wouters au ministre des Finances sur "la constitution de réserves légales et de liquidation" (n° 2475)

19.01 Veerle Wouters (N-VA): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, ieder boekjaar moet een vennootschap het gerealiseerde resultaat toewijzen. In geval van winst dient zij jaarlijks minimaal 5 % van de nettowinst van het boekjaar aan te wenden voor het aanleggen van een wettelijke reserve totdat die reserves 10 % van het maatschappelijk kapitaal bedragen. Aangezien een vennootschap elke euro gemaakte winst maar één keer kan toewijzen, verhindert die vennootschapsrechtelijke verplichting om diezelfde euro winst gelijktijdig toe te wijzen aan een afzonderlijke liquidatiereserve. De fiscale mogelijkheid om een liquidatiereserve aan te leggen heeft bijgevolg een ontradend effect op het voorzien in een ruim maatschappelijk kapitaal. Daar stel ik mij vragen bij, want ik denk niet dat dit de bedoeling kan zijn van de nieuwe regelgeving inzake de liquidatieboni. De vraag rijst dan ook hoe we een oplossing kunnen zoeken voor de aanleg van een wettelijke reserve die tevens fiscaal kan worden aangemerkt als liquidatiereserve.

Mijnheer de minister, concreet wil ik u het volgende vragen. Laat artikel 184quater van het WIB 92 toe om een liquidatiereserve aan te leggen onder de vorm van een wettelijke reserve? Indien dat vennootschapsrechtelijk of fiscaal gezien niet zou kunnen, welke andere oplossing kunt u dan aanreiken om aan dat probleem tegemoet te komen?

19.02 Minister Johan Van Overtveldt: Mijnheer de voorzitter, mevrouw Wouters, bij de winstverdeling van bijvoorbeeld een nv, bvba of cvba, moet inderdaad in de eerste plaats rekening worden gehouden met de vennootschapsrechtelijke verplichting tot vorming van een wettelijke reserve indien de minimale bedragen van de wettelijke reserves nog niet werden bereikt. Dat zal zelfs voor veel kleine vennootschappen gelden, vermits hun kapitaal recent werd verhoogd door het vastklikken van de reserves, conform artikel 537 van het WIB 92.

Voor kleine vennootschappen werd de mogelijkheid gecreëerd om een reserve aan te leggen die fiscaal kwalificeert als een liquidatiereserve in de zin van artikel 184quater.

Daartoe moet een overboeking plaatsvinden van de te bestemmen winst van het boekjaar naar een of meer afzonderlijke rekeningen van het passief. Voor een Belgische vennootschap is dit code 9905 in de Modellen van de jaarrekening van de Nationale Bank. Onder welke afzonderlijke rekening van het passief deze liquidatie wordt opgenomen in de boekhouding is van ondergeschikt belang.

Indien bij de winstbestemming wordt besloten om een deel van de te bestemmen winst van het boekjaar, na belastingen uiteraard, te boeken op een afzonderlijke subrekening binnen de wettelijke reserves, kan deze subrekening van de wettelijke reserves fiscaal kwalificeren als liquidatiereserve.

Hopelijk, en aan uw lichaamstaal te zien is mij dat gelukt, heb ik u hierbij kunnen geruststellen dat de fiscale mogelijkheid om een liquidatiereserve aan te leggen geenszins een ontradend effect heeft om te voorzien in een voldoende ruim maatschappelijk kapitaal.

19.03 Veerle Wouters (N-VA): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, ik ben enorm gerustgesteld en blij met dit duidelijk antwoord.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

20 Question de M. Georges Gilkinet au premier ministre sur "la politique de la BNB et les critères de désignation des présidents et vice-présidents" (n° 1877)

20 Vraag van de heer Georges Gilkinet aan de eerste minister over "het beleid van de NBB en de aanstellingscriteria voor de voorzitters en vicevoorzitters" (nr. 1877)

20.01 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen): Monsieur le ministre, ma question fut introduite voici déjà un certain temps.

Le gouvernement a décidé de procéder au remplacement d'un des vice-présidents de la Banque nationale de Belgique (BNB). D'où mes questions. Quels sont les critères qui ont présidé à la décision de fin de mandat d'un vice-président de la BNB? Quels sont ceux qui ont présidé à la décision de la désignation d'un nouveau vice-président de la BNB? Dans quelle mesure un processus de sélection avec appel à candidatures, soit via le Selor, soit en fonction des compétences ou des connaissances des candidats à cette fonction a-t-il été mis en œuvre dans ce cadre? D'une façon générale, le gouvernement fédéral compte-t-il mettre en œuvre un régime de mandats pour les plus hautes responsabilités de la fonction publique fédérale?

Je fais également référence à une proposition de loi qui a été défendue, il y a quelques semaines, par le collègue Peter Dedecker de la N-VA. Elle proposait ce type de procédure pour la nomination des plus hauts cadres des banques, incluant auditions, contrôle de compétences, etc. J'estime qu'elle doit être appliquée en toute chose et s'il y a un régime de mandat, il faut le dire clairement plutôt que de le faire en *stoemelings*.

20.02 Johan Van Overtveldt, ministre: Monsieur Gilkinet, le gouverneur de la Banque nationale est nommé par le Roi pour un terme de cinq ans. Les directeurs de la Banque nationale de Belgique sont nommés par le Roi aussi, sur proposition du Conseil de régence, pour un terme de six ans.

L'article 19.1 de la loi du 22 février 1998 fixant le statut organique de la Banque nationale de Belgique dispose que "un des directeurs de la BNB porte le titre de vice-gouverneur que le Roi lui confère". Le directeur qui porte le titre de vice-gouverneur remplace le gouverneur en cas d'empêchement de celui-ci. Il s'agit donc d'un titre et non d'un mandat de vice-gouverneur.

Quand le titre de vice-gouverneur de la Banque nationale est transféré d'un directeur à un autre, le premier reste en tout cas en fonction comme directeur.

La loi ne définit pas de critères de sélection pour la nomination d'un vice-gouverneur et ne prévoit pas non plus de processus de sélection avec appel à candidatures. Ceci résulte du fait que la fonction de vice-gouverneur de la Banque nationale est, comme la fonction de gouverneur, ce qu'on appelle une fonction de confiance, pour laquelle le gouvernement dispose d'une large discrétion.

20.03 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen): Nous avons effectivement pu constater la large discrétion du gouvernement en la matière. Je ne défends personne dans le dossier, mais je pense que nous avons intérêt à être explicites et à envisager, comme cela se passe dans notre pays ou en Région wallonne, pour autant que l'on applique les lois qui ont été votées, un véritable régime de mandat, où les hauts fonctionnaires peuvent évoluer en fonction des majorités, plutôt que d'appliquer ce qui ne peut être interprété a posteriori que comme des jeux politiques, ce qui est problématique. La compétence est vraiment importante; et la clarté des règles impliquées dans la sélection des hauts fonctionnaires l'est tout autant. Ici, l'épisode paraissait un peu politicien.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

21 Question de M. Georges Gilkinet au ministre des Finances sur "la proposition de la BNB en vue d'une augmentation de la politique tarifaire des banques" (n° 2498)

21 Vraag van de heer Georges Gilkinet aan de minister van Financiën over "het voorstel van NBB met betrekking tot een verhoging van de banktarieven" (nr. 2498)

21.01 **Georges Gilkinet** (Ecolo-Groen): Monsieur le président, monsieur le ministre, dans le cadre de sa dernière prise de parole, le directeur de la Banque nationale – je ne dirai pas son nom pour ne pas personnaliser des idées spectaculaires et interpellantes comme celle qui a été énoncée voici quelques jours – a proposé aux banques d'adapter leur politique tarifaire afin que le client paye le coût réel pour chaque produit.

Cela constituerait une augmentation du tarif appliqué afin, dit la Banque nationale, que des marges "réalistes" puissent être réalisées dans toutes les conditions de marché.

La BNB estime également que les banques devraient progressivement facturer le courriel pour chaque produit financier.

Cette mesure aurait pour effet d'augmenter les tarifs des banques et de nuire à l'accessibilité des services financiers de base pour tous nos concitoyens. Certains n'auront pas de mal à payer mais d'autres bien davantage.

La question de la solidité des banques est vraiment importante mais on peut y répondre différemment: par une révision de la politique de distribution des dividendes, une révision de la politique des salaires des cadres des banques. C'est leur choix ...

C'est aussi la possibilité d'une contribution bancaire qui soit plus conforme au profil de risque des banques, favorisant les banques de détail offrant un service de proximité aux citoyens. Nous avons critiqué les critères appliqués dans le cadre de la contribution bancaire en les estimant trop progressifs.

Monsieur le ministre, quel est votre avis au sujet de cette proposition de la BNB d'augmenter les tarifs bancaires? Est-ce que vous cautionnez et soutenez cette proposition? J'ai cité d'autres mesures possibles pour renforcer la solidité du secteur bancaire. Les cautionnez-vous davantage? Y travaillez-vous?

Plus globalement, une évaluation de la nouvelle loi bancaire est-elle programmée? Nous en avons un peu débattu dans le cadre de la présentation de votre note de politique générale. Si c'est le cas, à quelle échéance?

21.02 **Johan Van Overtveldt**, ministre: Monsieur le président, cher collègue, la proposition à laquelle il est fait allusion dans la question fait référence à un passage du préambule du dernier rapport annuel de la Banque nationale.

La rentabilité des banques est une condition essentielle pour que les établissements financiers puissent satisfaire aux contraintes réglementaires plus exigeantes qui leur seront imposées au niveau européen, précisément en vue de pallier les problèmes de solidité et de stabilité mis en lumière par la crise financière. Ces nouvelles réglementations imposeront en particulier à ces institutions de progressivement accroître le niveau de leurs fonds propres.

Le dispositif prévu prend explicitement en compte le profil de risque des banques.

La possibilité d'émettre du capital pour satisfaire aux exigences restant limitée, c'est essentiellement au travers d'une mise en réserve de bénéfices que les banques et compagnies d'assurance pourront augmenter leur coefficient de solvabilité. Cette mise en réserve adéquate de bénéfices suppose donc que la distribution de dividendes s'effectue avec grande modération.

Le défi est important si l'on veut maintenir un système financier robuste à même d'assurer efficacement l'octroi de crédits et la couverture des risques au sein de l'économie. Il ne pourrait être rencontré qu'en agissant sur plusieurs plans, ce qui a motivé l'appel de la Banque nationale à explorer de multiples voies.

Celle à laquelle votre question fait allusion, à savoir "la tarification plus systématique des réserves ouvertes

afin de les rendre plus conformes au coût réel des activités", n'est qu'une d'entre elles. Parmi les autres, je vais mentionner celles-ci.

La réduction des charges d'exploitation qui portent encore la marque des organisations mises en place pour assurer les précédentes stratégies d'expansion.

Le maintien de marges réalistes entre les taux débiteurs et les taux créditeurs.

Le développement d'autres activités, en particulier celles génératrices de revenus hors intérêt, tout en évitant que de tels revenus additionnels proviennent de transactions de marché pour compte propre, qui sont extrêmement volatiles et peuvent rapidement se muer en lourdes pertes. Cela a d'ailleurs conduit les autorités belges à introduire une mesure de nature structurelle visant à interdire le principe de la négociation pour compte propre des banques.

Pour les compagnies d'assurance, un transfert de certains risques aux assurés par le biais du recours à des contrats dont les rendements sont liés à ceux de fonds de placement.

21.03 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen): Monsieur le ministre, vous ne m'avez pas donné votre appréciation sur cette proposition, qui n'est pas la meilleure en termes d'accessibilité des services bancaires.

Il y a des extrêmes à éviter, comme faire peser encore plus ce coût sur les travailleurs du secteur bancaire ou sur les usagers. Il faut s'orienter, comme on l'a fait par le passé ou comme on le fait parfois encore, vers les marchés financiers. C'est plus à la question de l'affectation des dividendes au renforcement des fonds propres et à une certaine modération salariale des cadres qu'il faut donner la priorité.

Nous continuons à penser que le mode de calcul des contributions du secteur bancaire ne prend pas assez en compte le profil de risque des banques, ne récompensant pas suffisamment les banques de détail qui continuent à faire un travail de fourmi de récolte de l'épargne et de prêts à l'économie réelle.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

De **voorzitter**: Hiermee zijn alle vragen beantwoord. Mijnheer de minister, wij danken u voor uw aanwezigheid. De vergadering is nog een uurtje vroeger gedaan dan gedacht, dus wij hebben goed gewerkt. Volgende week zal de vergadering waarschijnlijk op woensdagmorgen plaatsvinden.

*De openbare commissievergadering wordt gesloten om 19.08 uur.
La réunion publique de commission est levée à 19.08 heures.*